

Guide des achats pour le textile circulaire

Partie 7

Cahier des charges

Module composé par la « Hogeschool Gent »



Traduction de deux chapitres (End of life et cahiers des charges) effectuée par le Service Public de Wallonie dans le cadre du Green Deal Achats Circulaires (2021)

Table des matières

1	Qu'est-ce qu'un cahier des charges / appel d'offres ?	4
1.1	Cahier des charges	4
1.2	Appel d'offres	4
1.3	Desiderata et exigences ?	4
1.4	Les desiderata qui ne sont pas immédiatement réalisables	5
2	Exigences légales	6
2.1	Sécurité	6
2.1.1	Sécurité générale des produits	6
2.1.2	Équipements de protection individuelle	6
2.1.3	Sécurité des jouets	8
2.2	Composition en fibres	9
2.3	Biologique	9
2.4	Utilisation de produits chimiques	10
2.4.1	REACH	10
2.4.2	Biocides	11
2.5	Pratiques commerciales déloyales	11
3	Normes	11
3.1	Qu'est-ce qu'une norme ?	11
3.2	Identification d'une norme	12
3.3	Quel est le rapport entre les normes et les exigences légales ?	13
3.3.1	Les organismes qui développent les normes	13
3.3.2	Les différents types de normes	15
4	Exigences propres pouvant être incluses dans un cahier des charges	22
4.1	Exigences techniques	22
4.2	Niveau de qualité	24
4.3	Obligation d'information	25
4.4	Conditions préalables	26
5	Acheter circulaire en pratique	27
5.1	Certificats et labels	27
5.1.1	Objet d'un label ou d'un certificat	28
5.1.2	Types de labels et de certificats	28
5.1.3	Qu'est-ce qu'un bon label ?	29

5.1.4 Avantages et inconvénients des labels	30
5.1.5 Labels fréquemment utilisés dans le secteur textile	31
5.2 Matériaux recyclés	39
5.3. Traçabilité.....	40
5.4 Utilisation de produits chimiques	41
5.5 Réduire les déchets de production	41
5.6. Au niveau du cycle biologique.....	41
5.7 Applications fin de vie	43
5.8 Choix du matériel	44
5.9 Logistique	45
5.10 Durée de vie	46
5.11 Réduire les quantités.....	47
5.12 Réclamations	47
5.13 L'éco-blanchiment/ Greenwashing	47
5.14 Production responsable	48
5.15 Intégrer le processus d'amélioration	48
5.16 Prix et révision.....	49
6. Bibliographie.....	50

1 Qu'est-ce qu'un cahier des charges / appel d'offres ?

Il s'agit d'un ensemble d'exigences qui formulent les conditions auxquelles doit répondre un produit ou un service que l'on souhaite acheter. Il peut être considéré comme un contrat ou un engagement global qui s'inscrit dans le cadre d'un partenariat ou d'une relation client-fournisseur.

1.1 Cahier des charges

Un cahier des charges est un document qui sert à réglementer la communication générale entre le client et le fournisseur. Il contient généralement les souhaits et les exigences relatifs à tous les produits achetés par un client. Il est possible de s'écarter du cahier des charges s'il existe de bonnes raisons de le faire et s'il y a un accord entre le client et le fournisseur. En plus des exigences, un cahier des charges mentionne généralement des formules de pénalités qui réglementent la non-conformité des livraisons. Un cahier des charges sera signé pour confirmer l'acceptation des conditions et des exigences du cahier des charges, ce qui en fera un contrat contraignant. Il faudra donc travailler conformément au cahier des charges. Ce n'est pas le cas si le fournisseur ne signe pas le cahier des charges pour confirmer qu'il le respectera.

1.2 Appel d'offres

Un appel d'offres est un document qui mentionne les souhaits et les exigences relatifs à un achat spécifique d'une entreprise ou d'une autorité publique. Les autorités publiques doivent se conformer à la DIRECTIVE 2014/24/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics. Cette directive a été transposée en droit national et un pouvoir adjudicateur doit respecter celle-ci. Un appel d'offres est généralement contraignant, ce qui signifie qu'il n'est pas possible de s'écarter de la procédure d'appel d'offres. Si le montant estimé des dépenses est supérieur à la limite mentionnée dans la directive 2014/24/UE, le pouvoir adjudicateur devra se conformer à des règles plus strictes.

1.3 Desiderata et exigences ?

On peut demander dans le cahier des charges ainsi que dans l'appel d'offres les preuves que l'on répond aux exigences, mais on peut également demander uniquement une déclaration selon laquelle on respectera ces exigences. Pour chaque exigence, il faut examiner si elle peut être vérifiée de manière uniforme au moyen de normes et labels (cf. point 3 sur les normes).

S'il n'est pas possible de vérifier une exigence, on peut établir soi-même une méthode et l'indiquer comme moyen de vérification dans le cahier des charges. Il faut demander des preuves ou exécuter soi-même les vérifications.

C'est la seule façon de s'assurer que les exigences soient respectées. Si, après l'attribution du marché ou l'attribution d'une commande, on permet de fournir des preuves ou d'obtenir une certaine certification, on court le risque d'acquiescer des services qui ne répondent pas aux critères fixés. Cela est injuste à l'égard de ceux qui respectaient déjà ces critères avant l'attribution ou le placement de la commande. Si l'on résilie ensuite le contrat, on aura perdu

entre-temps beaucoup de temps. Des problèmes peuvent également survenir en ce qui concerne le fonctionnement de votre organisation. Il est donc nettement préférable de vérifier les preuves de la conformité par rapport à l'appel d'offres ou au cahier des charges avant d'attribuer ou d'approuver la commande.

Cependant, il faut ensuite procéder à des tests aléatoires sur le lot livré pour vérifier si les échantillons ne sont pas les seuls à répondre aux exigences fixées. Des erreurs peuvent se produire au cours de la production ou, par exemple, certains tissus ou fournitures peuvent être modifiés parce que le fournisseur n'est plus en mesure de les proposer.

Examinez qui doit en supporter les coûts et, par exemple, prévoyez un système de pénalités, au cas où un article n'est plus satisfaisant. Un système de sanctions est plus dissuasif que la résiliation d'un contrat. Tenez également compte de la taille de l'entreprise.

Les startups n'ont souvent pas les moyens financiers leur permettant de faire face à de nombreux coûts. Tant les petites que les grandes entreprises répercuteront les coûts sur le prix. C'est pourquoi il est peut-être préférable de supporter les frais vous-même, car vous les paierez de toute façon en fin de compte. Dans le cas des labels qui ne sont pas spécifiques à un produit, les coûts sont répartis sur différents clients/articles ou services. Comme nous l'avons déjà mentionné, les startups disposant de budgets limités peuvent rencontrer des problèmes à cet égard. Par conséquent, vous devriez peut-être permettre que les labels ne soient obtenus qu'au moment de l'octroi de la certification. Cela accroît toutefois le risque de non-conformité, comme mentionné précédemment.

1.4 Les desiderata qui ne sont pas immédiatement réalisables

Il est également possible de formuler des desiderata qui, en principe, ne peuvent pas encore être satisfaits du fait que, par exemple, la technologie n'est pas encore assez avancée. En ce qui concerne ces souhaits, demandez quelle trajectoire est envisagée et le délai nécessaire pour les réaliser. Il faut toujours remplir les conditions pour proposer une offre recevable, si on ne peut pas répondre immédiatement à ces desiderata ou "exigences". Des points supplémentaires peuvent être attribués dans un dossier pour récompenser les efforts qui seront réalisés. Si des points sont attribués, assurez-vous alors que les exigences peuvent être vérifiées.

Lorsque vous fixez des exigences, il est important de savoir quel est votre pouvoir d'achat. Plus le pouvoir d'achat est élevé, mieux on peut faire respecter des exigences ou demander que des efforts soient faits pour y répondre. En cas de pouvoir d'achat faible et d'exigences strictes, il y a une réelle probabilité que vous ne receviez pas d'offre. Au moyen d'un cahier des charges, diverses exigences seront posées à propos de :

- conformité juridique
- niveau de qualité
- prix ou budget
- conditions de livraison
- l'emballage

- la durabilité et la circularité. Par exemple, l'utilisation de fibres recyclées est de plus en plus fréquente, mais gardez à l'esprit qu'il n'est pas possible de fournir chaque produit avec un contenu 100% recyclé. Voir 5.2
- Matériaux recyclés
- etc.

2 Exigences légales

2.1 Sécurité

2.1.1 Sécurité générale des produits

Directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative à la sécurité générale des produits

Cette législation exige que l'ensemble des produits proposés sur le marché européen soient sûrs pour le consommateur. Certaines exceptions sont mentionnées dans cette législation car il existe une législation très spécifique pour certains produits. De nombreuses normes ont été élaborées dans le cadre de cette législation, qui peuvent être utilisées pour démontrer qu'un produit est suffisamment sûr pour le consommateur.

Par exemple EN 16781 : Articles textiles pour bébés et bambins. Exigences de sécurité et méthodes d'essai pour les sacs de couchage pour enfants destinés à être utilisés dans un lit de bébé. Ces normes et d'autres normes similaires contiennent des exigences en matière de design, méthodes d'essai et limites, des exigences en matière d'étiquetage et d'instructions d'utilisation. Cette norme stipule spécifiquement : "4.6.1.4 L'ensemble des fibres recyclées utilisées comme garnitures doivent avoir subi un traitement thermique de désinfection avant utilisation (cfr. A.7.4). Les fibres recyclées ne doivent être utilisées qu'à partir d'une source déclarée connue, avec une traçabilité tout au long du processus." Cela signifie que l'on doit respecter la législation même lorsqu'il s'agit de produits circulaires.

L'obligation de rédiger une fiche technique du produit fait partie de la législation sur la sécurité des produits :

- Une analyse des risques chimiques, physiques, mécaniques et d'incendie.
- Une fiche technique incluant tous les composants et leur composition.
- Des procédures et des contrôles internes qui garantissent que les composants sont conformes à la législation en vigueur et ne représentent aucun danger.
- L'ensemble des informations doivent être tenues à jour et conservées pendant 10 ans jusqu'à la date limite de vente.

2.1.2. Équipements de protection individuelle

Règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux équipements de protection individuelle

Les EPI (équipements de protection individuelle) doivent porter le marquage CE. Les étapes et procédures suivantes sont d'application :

Catégories et procédures

Si, en tant que fabricant ou importateur, vous souhaitez mettre un EPI sur le marché, vous devez prouver que le produit est conforme aux prescriptions fondamentales. Vous apportez cette preuve en constituant un dossier technique, que vous devez conserver et présenter sur demande de l'autorité de contrôle pendant une période maximale de 10 ans après la fin de la production de l'EPI. Les EPI sont classés en 3 catégories selon la gravité du risque dont ils assurent la protection. La catégorie détermine la procédure que vous devez suivre pour commercialiser l'EPI.

- Catégorie I : les EPI qui protègent contre les risques faibles. Il suffit de rédiger un dossier technique. En tant que fabricant, vous pouvez apposer le marquage CE comme signe de conformité, sans intervention de tiers.
- Catégorie II : les EPI qui protègent contre un risque modéré. Vous rédigez un dossier technique et vous faites effectuer un examen de type CE par un organisme certifié (notified body). Vous indiquez le numéro de l'organisme certifié dans la documentation. Vous ne pouvez apposer le marquage CE qu'après avoir reçu un certificat d'examen de type de la part de l'organisme certifié.
- Catégorie III : les EPI qui protègent contre les risques mortels ou les lésions permanentes. Vous établissez un dossier technique et faites effectuer un examen de type CE par un organisme certifié. Vous faites également effectuer une inspection de suivi annuelle par un organisme certifié. Vous avez le choix entre deux options : 1/ vous faites tester des échantillons de la production par l'organisme certifié, 2/ vous faites auditer votre système de qualité par l'organisme certifié. Ce n'est qu'après avoir reçu un certificat d'examen de type et un rapport positif suite à l'inspection de suivi que vous êtes autorisé à apposer le marquage CE incluant le numéro de l'organisme certifié qui effectue l'inspection de suivi.

Déclaration de conformité

Le titulaire d'un certificat d'examen de type CE établit également une Déclaration de Conformité. Ce document contient :

- Les détails de l'entreprise
- Des informations sur le produit
- une liste des directives et normes européennes auxquelles le produit est conforme
- une signature juridiquement contraignante au nom de l'organisation.

Le titulaire du certificat a la responsabilité de garantir que tous les produits livrés sont conformes au modèle certifié et restent conformes aux exigences essentielles du règlement (UE) 2016/425.

Bon à savoir

Pour apposer le label CE sur un produit, il faut donc fournir une preuve de conformité. Cela se fait principalement par le respect de normes harmonisées. Pensez aux normes pour les vestes de pompier, aux vêtements à haute visibilité, aux vêtements de protection contre la pluie et le froid, etc.

Bien qu'une norme soit volontaire, les entreprises l'utiliseront pour se conformer à la législation. Elles ne voudront pas courir le risque de ne pas être conformes. Cela rend le recyclage de certains EPI impossible et il est donc impossible de les rendre circulaires. Le groupe de travail qui a élaboré la norme peut être invité à apporter des ajustements à ces normes si cela ne pose aucun problème de sécurité. Il faut cependant attendre 2 à 3 ans avant que les adaptations aux normes soient d'application. Dans de nombreux cas, il faut travailler avec les limites imposées par certaines normes.

Les normes de produits ne garantissent que la fonction protectrice d'un EPI et non sa qualité ou sa durabilité. Si l'EPI est usé ou défectueux en raison de son utilisation, il est possible qu'il ne puisse plus être utilisé. Il est donc recommandé de poser des exigences supplémentaires en matière de qualité et de prolongation de la durabilité.

Réfléchissez à la question de savoir si chaque employé a besoin d'une protection contre un certain risque. Au lieu de tout intégrer dans un seul vêtement, vous pouvez utiliser des vêtements distincts qui offrent chacun une protection spécifique. Il faut alors bien sûr utiliser cette protection spécifique en cas de besoin. Cela peut réduire l'achat de pièces d'équipement de protection plus coûteuses. En outre, cela permet de rendre les autres vêtements de travail plus circulaires, car ils nécessitent une composition en fibres moins complexe.

Le respect de certaines normes implique également l'utilisation de certains produits chimiques qu'il convient d'éviter dans une économie circulaire. On est constamment à la recherche de meilleures alternatives, mais il y a encore beaucoup de chemin à parcourir. La sécurité des produits peut signifier qu'un article n'est pas encore en fin de vie mais ne peut plus être utilisé parce qu'il a perdu ses propriétés protectrices. On ne peut pas non plus utiliser l'article sous sa forme existante car l'utilisateur pourrait avoir un faux sentiment de sécurité. (cfr. application de fin de vie).

2.1.3 Sécurité des jouets

DIRECTIVE 2009/48/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets.

Lorsqu'un vêtement, un sac de couchage, une couverture... contient un élément de jeu, celui-ci entre dans le champ d'application de la directive sur la sécurité des jouets. La norme harmonisée est la norme EN 71. Cette norme se compose de plusieurs parties qui incluent entre autres les dangers suivants : sécurité mécanique, présence de produits chimiques, sécurité incendie... Les mêmes règles s'appliquent que pour les EPI.

Mais les jouets relèvent de la catégorie I, l'autocertification doit donc être appliquée. Cela signifie qu'on constitue un dossier et qu'on fait soi-même une déclaration. Il n'y a donc aucun contrôle réalisé par un tiers. Souvent, toutefois, des tests sont effectués par une tierce partie. Ces résultats sont habituellement ajoutés au dossier.

2.2 Composition en fibres

Règlement (UE) n° 1007/2011 du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 relatif aux dénominations des fibres textiles et à l'étiquetage et au marquage correspondants des produits textiles au regard de leur composition en fibres

Tous les produits textiles doivent être marqués ou étiquetés pour indiquer leur composition en fibres.

Restrictions :

On n'est pas toujours obligé de mentionner certaines fibres ou on peut même ne pas mentionner du tout certaines fibres dans certains composants.

- Par exemple, il n'est pas permis de mentionner les fils élastiques sur le bord d'une chaussette, ou les fils renforcés dans le talon ou l'orteil d'une chaussette. Cela signifie qu'une chaussette soi-disant 100% coton peut contenir de l'élasthanne et du polyester sans que cela ne soit mentionné. Cela rend le recyclage plus difficile sans le savoir. Cfr. "bill of materials".
- La mention "recyclé" ou "vierge" n'est pas requise par le règlement. Si vous souhaitez communiquer à ce sujet, cela doit être indiqué séparément de l'étiquette de composition obligatoire. C'est le cas, par exemple, de la revendication selon laquelle la fibre est d'origine bio (par exemple, le coton bio).
- D'après le règlement, le polyester recyclé et le polyester vierge sont chacun simplement du polyester. Il en va de même pour le coton bio ou le coton ordinaire : l'étiquette porte la mention "coton".

2.3 Biologique

RÈGLEMENT (UE) 2018/848 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques.

Veuillez noter que ce règlement n'entrera totalement en vigueur qu'à partir du 1er janvier 2021. Jusqu'à cette date, il est encore autorisé de commercialiser des produits conformes à l'ancien règlement. Bien que l'objectif principal du règlement soit de réglementer la désignation "production biologique" pour les produits alimentaires, il comprend les éléments suivants :

"Le présent règlement s'applique également à certains autres produits étroitement liés à l'agriculture et énumérés à l'annexe I du présent règlement, si ces produits sont fabriqués, préparés, étiquetés, distribués, commercialisés, importés dans l'Union ou exportés de l'Union, ou s'ils sont destinés à cette fin.

Les fibres textiles ou les produits utilisés dans l'industrie textile qui relèvent du champ d'application du présent règlement comprennent entre autres :

- cocons de vers à soie adaptés au dévidage ;

- les gommés et résines naturelles ;
- cire d'abeille ;
- coton, non cardé ni peigné ;
- laine, non cardée ni peignée ;
- cuirs et peaux bruts, non tannés ;"

Cela signifie que si l'on exige que le coton soit d'origine biologique, le fournisseur doit se conformer au règlement. Le règlement ne couvre donc que la culture des fibres. Ce qui se passe avec la fibre par la suite n'est pas pris en compte. Un label tel que GOTS prend en compte bien plus que la seule origine biologique du coton.

2.4 Utilisation de produits chimiques

2.4.1 REACH

RÈGLEMENT (CE) N° 1907/2006 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE.

La réglementation REACH régit l'utilisation des produits chimiques dans la Communauté européenne. Elle comprend non seulement des règles pour l'utilisation et le stockage des produits chimiques, mais aussi quels produits chimiques peuvent être présents dans un article, ainsi que dans les articles textiles. Le renforcement continu de la réglementation a permis une réduction de l'usage de produits chimiques nocifs dans l'Union européenne. Veuillez noter que ces produits chimiques peuvent toujours être utilisés en dehors de l'Europe.

Si vous souhaitez également interdire l'utilisation de certains produits chimiques dans un processus de production en dehors de l'Europe, vous devez vous-même fixer une exigence.

Outre leur utilisation, il a également été déterminé quels produits chimiques peuvent être présents dans les textiles. Dans ce cas également, la législation est telle qu'elle ne s'applique pas en dehors de l'Europe et ne s'applique qu'aux textiles commercialisés au sein du marché européen. La personne qui commercialise ces articles textiles sur le marché européen est considérée comme le producteur et est donc responsable du respect de cette législation. C'est le cas de la plupart des législations. Mais le reste de la chaîne ne peut se cacher simplement derrière cette responsabilité. Une marque sera également considérée comme un producteur si cette marque introduit un produit sur le marché européen sous son propre nom. Les autorités n'acceptent pas aussi simplement le rejet des responsabilités.

La réglementation REACH se renforce sans cesse car des substances chimiques sont régulièrement ajoutées aux différentes listes REACH. Dans le cas des textiles recyclés, certains produits chimiques peuvent être présents alors qu'ils ne devraient plus l'être en vertu des réglementations les plus récentes. Cela signifie que ces textiles ne peuvent plus être utilisés comme matières premières et qu'il faudra trouver une alternative. Dans certains cas, cela peut conduire à la destruction du textile par une entreprise spécialisée. Il est dès lors important de connaître l'origine du textile et de savoir ce qu'il a subi, étant donné que le textile peut

également être contaminé par des produits chimiques nocifs lors de son utilisation. Cfr la partie "produits chimiques" (chemical).

2.4.2 Biocides

Règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides.

Le règlement sur les biocides s'applique à toute « claim » (revendication/plainte) concernant l'effet biocide d'un produit textile. Par exemple, des vêtements résistant aux tiques ou des vêtements qui neutralisent les odeurs de transpiration.

Si vous comptez recycler de tels produits textiles, il est possible que des produits biologiquement actifs soient présents dans le produit recyclé, sans que vous ayez posé d'exigence à ce sujet. Pensez-y lorsque vous rédigez votre cahier des charges, étant donné que ces produits ne sont souvent pas écologiques et peuvent poser de futurs problèmes de conformité par rapport à REACH.

2.5 Pratiques commerciales déloyales

DIRECTIVE 2005/29/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 11 mai 2005 relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur et modifiant la directive 84/450/CEE du Conseil et les directives 97/7/CE, 98/27/CE et 2002/65/CE du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE) no 2006/2004 du Parlement européen et du Conseil («directive sur les pratiques commerciales déloyales»)

On a donc droit à une information équitable. Cela signifie également que les fournisseurs ne peuvent pas faire de revendications ("claims") qu'ils ne peuvent pas justifier. Référez-vous à cette législation lorsque vous demandez des informations ou lorsque vous demandez de faire certaines "claims".

3. Normes

3.1. Qu'est-ce qu'une norme ?

Notre code donne la description suivante de ce qu'est une norme ou un standard :

« Une norme est un document, établi selon une procédure strictement définie et par consensus, et approuvé par un organisme agréé. Ce document contient des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour un usage commun et répété. Une norme vise à obtenir le plus d'ordre et de clarté possible dans un contexte donné. »

Une norme est utilisée sur base volontaire. Cela signifie que tout le monde peut utiliser une norme mais n'y est pas obligé. Une norme ne devient obligatoire que si elle est imposée par une autorité publique sous forme de législation ou s'il existe une obligation contractuelle de se conformer à une norme. On utilisera donc les normes dans un cahier des charges ou une procédure d'adjudication pour fixer des exigences et prouver qu'on s'y conforme.

3.2 Identification d'une norme

D'une manière générale, chaque norme/standard sera identifié par :

- Une **combinaison de lettres** indiquant l'auteur qui a élaboré la norme et qui détient par conséquent les droits de propriété de la norme.
 - Un **numéro** unique en combinaison avec la séquence de lettres permettant d'identifier la norme.
 - L'**année** de publication permettant d'identifier la dernière version.
 - Le **titre** de la norme qui indique de quoi il s'agit.
S'il s'agit d'une série de normes, le titre se compose de 2 parties, par exemple pour la série de normes relatives aux vêtements de protection : Il existe également des suites à certaines normes. Il s'agit de normes à part entière dans le cadre d'un thème spécifique ou de normes utilisées conjointement. Par exemple, les normes ci-dessous sont des suites. Elles testent le même paramètre d'un tissu, mais d'une manière différente
- ✓ EN ISO 13934-1:2013 - Textiles - Propriétés de résistance à la traction des tissus - Partie 1 : Détermination de la force maximale et de l'allongement à la force maximale par la méthode sur bande
 - ✓ EN-ISO 13934-2:2014 – Textiles - Propriétés de résistance à la traction des tissus – Partie 2 : Détermination de la force maximale par la méthode d'arrachement (grab) (2008) Résistance à la traction – grab
 - ✓ « EN ISO 13688 – Vêtements de protection - Exigences générales » la norme qui fixera les exigences générales

« EN 343 - Vêtements de protection - Protection contre la pluie » fait partie de la série des vêtements de protection, la norme de description des vêtements de pluie.

Il est également possible que les suites soient indiquées d'une autre façon. Il existe ainsi la suite des solidités des teintures qui débutent toutes par ISO 105.

- ✓ ISO 105 C06 Solidité des teintures au lavage
- ✓ ISO 105 X12 Solidité des teintures au frottement
- ✓ ISO 105 B02 Solidité des teintures à la lumière naturelle
- ✓ ...

Alors que les normes ci-dessus ne sont pas nécessairement toutes appliquées ensemble, les normes suivantes relatives aux dimensions constituent une série qui est censée être utilisée de concert.

- ✓ ISO 8559-1 - Désignation de la taille des vêtements - Partie 1 : Définitions anthropométriques pour les mensurations
- ✓ ✓ ISO 8559-2 - Désignation de la taille des vêtements - Partie 2 : Indicateurs de dimensions primaires et secondaires
- ✓ ✓ ISO 8559-3 - Désignation de la taille des vêtements - Partie 3 : Méthodologie pour la création de tableaux et d'intervalles de mensurations

Comme pour le champ d'application de la norme, il s'agit généralement d'une information publique. Le champ d'application indique les usages possibles de la norme. Il faut savoir que le champ d'application s'applique à vos exigences et au produit ou service auquel cette exigence s'applique. Il est également important d'utiliser des normes qui sont connues et souvent utilisées dans l'industrie. Si vous optez pour des normes moins répandues, les coûts peuvent être plus élevés ou vous risquez de ne pas recevoir d'offres.

3.3 Quel est le rapport entre les normes et les exigences légales ?

3.3.1 Les organismes qui développent les normes

De nombreux organismes développent des normes et ils peuvent être répartis en groupes. Ceux qui élaborent une norme ont une influence importante sur les valeurs de la norme lorsqu'on l'applique et s'y conforme. Voici un aperçu des organismes qui élaborent des normes. Veuillez noter que chaque norme est assortie de droits de propriété, ce qui signifie que les normes ne peuvent pas être simplement transmises. Il faut généralement payer pour obtenir et/ou lire des documents normatifs.

3.3.1.1. Entreprises

Les entreprises elles-mêmes élaborent des normes pour établir des procédures, vérifier certains points et soumettre des réclamations. Généralement parce qu'il n'existe pas de norme internationale, mais aussi pour s'assurer qu'elles ont un avantage concurrentiel sur leur concurrent.

La valeur de ces normes est plutôt faible car elles sont souvent réservées à un usage interne et il est difficile de les contrôler. De plus, elles ne sont généralement pas vérifiées par des organismes indépendants. Si c'est en revanche le cas, la fiabilité de la norme augmente. Il n'est pas recommandé de les utiliser dans les cahiers des charges ou les appels d'offres, sauf s'il existe de très bonnes raisons à cette fin et si la norme est transmise ou mise à disposition du public.

3.3.1.2. Instituts indépendants

Il existe des instituts indépendants qui mettent au point des normes. Ainsi, les différents labels (ou marques cfr. labels) ont chacun leur propre norme. Ils fixent leurs exigences et procédures pour être autorisés à utiliser un certain label. Des exemples bien connus sont Oekotex®, GOTS, Bluesign®, Woolmark, etc. En outre, il existe des instituts qui veulent aider une certaine industrie à élaborer des normes. Ainsi, il y a aux États-Unis deux instituts qui se concentrent sur l'élaboration de normes pour le secteur textile, à savoir l'ASTM (American Society for Testing and Materials) et l'AATCC (the American Association of Textile Chemists and Colorists). L'adéquation à utiliser ces normes dépend du label ou de l'institut qui met la norme à disposition. Les exemples cités ici sont des sources fiables, mais lorsqu'une variante ISO ou CEN est disponible, il est préférable d'utiliser cette norme. Il est possible d'acheter les normes de ASTM et AATCC.

3.3.1.3. Instituts nationaux

De nombreux pays ont des organismes nationaux de normalisation, certainement tous les États membres de l'UE, par exemple NEN (Pays-Bas), BS (Royaume-Uni), AFNOR (France), DIN (Allemagne), ANSI (États-Unis d'Amérique), etc. Pour la Belgique, il s'agit de NBN (Normalisation Belge). Ils suivent la normalisation au niveau international et élaborent également eux-mêmes des normes à la demande de Belges, généralement des entreprises ou des secteurs belges. Les normes nationales sont la propriété de l'institut national de normalisation, où elles peuvent être aussi achetées. Des normes ont ainsi été mises au point par différents instituts nationaux, couvrant le même thème (cfr 2232 normes de test). Dans de nombreux cas, il s'agit d'un « copy/paste » de la norme comparable mais certains détails sont modifiés car on peut avoir une autre opinion ou vouloir modifier la norme. En conséquence, il faut à nouveau réaliser la certification et les tests, car on souhaite l'application de la norme nationale. Cela complique le commerce international. C'est pourquoi, actuellement, on préfère laisser l'élaboration des normes entre les mains de CEN ou ISO et, certainement en Europe, laisser au niveau national uniquement les normes élaborées qui n'intéressent pas CEN et/ou ISO. Il arrive qu'une norme soit d'abord élaborée au niveau national, puis transférée au CEN et/ou ISO. Ainsi, NEN travaille actuellement sur une norme visant à définir les textiles circulaires. Pour plus d'informations, cfr. CEN et ISO. Ces normes sont en vente à l'institut national.

3.3.1.4. CEN

CEN est le Comité Européen de Normalisation. Tous les instituts nationaux de l'UE sont tenus d'être membres de cette organisation. Il existe également des membres apparentés qui mettent en œuvre les normes européennes mais n'ont pas le droit de vote. C'est important car l'Europe souhaite éliminer les différences entre les normes nationales afin de promouvoir le commerce. Ainsi, une norme nationale doit être retirée lorsqu'une norme EN similaire est publiée et l'institut national de normalisation doit accepter cette norme comme une norme nationale. De ce fait, une norme EN 471 (norme pour les vêtements de haute visibilité) apparaîtra également en tant que NBN EN 471, NEN EN 471, DIN EN 471... Il s'agit toujours de la même norme, publiée dans d'autres pays. Il est donc inutile de mentionner le code national dans votre cahier des charges. C'est différent dans le cas de ISO (voir l'accord de Vienne ISO). Lorsqu'un certain institut national élabore une norme et que CEN décide, après consultation auprès de ses membres, d'élaborer également cette norme, l'institut national doit interrompre l'élaboration de cette norme, afin d'éviter toute différence nationale au sein de l'UE. Les normes EN sont en vente dans tous les instituts nationaux. Pour la Belgique, il s'agit de NBN <https://www.nbn.be/nl>.

3.3.1.5. ISO

ISO est l'institut international de normalisation, situé à Genève. La plupart des instituts nationaux dans le monde sont affiliés à ISO. A l'inverse des normes EN, les instituts nationaux n'ont pas l'obligation de nationaliser ces normes et peuvent exister parallèlement aux normes nationales. Cependant, depuis l'accord de Vienne en 1991, CEN et ISO ont convenu de coordonner conjointement l'élaboration des normes. On décide souvent d'élaborer une norme à l'un des deux niveaux et de l'accepter ensuite aux deux niveaux. Pour les deux instituts, les membres doivent ensuite approuver la norme ou approuver l'accord de Vienne

pour cette élaboration de norme. Cela se fait au moyen d'un vote pondéré et après approbation, on parle alors de norme "EN ISO". Lorsqu'une norme ISO devient une norme EN-ISO, tous les membres de CEN doivent appliquer cette norme au niveau national et retirer toute norme nationale qui serait en conflit avec la norme EN-ISO. Cela constitue une donnée importante en ce qui concerne l'harmonisation des normes EN (voir "normes harmonisées" page 16). Normalement, ce sont les instituts nationaux qui vendent ces normes. Pour la Belgique, c'est NBN (<https://www.nbn.be/fr>). Parfois, ce n'est pas le cas, par exemple si l'institut national n'a pas publié la norme. Il faut alors contacter un autre institut.

3.3.1.6. Pouvoirs publics

Parfois, les pouvoirs publics créent aussi des normes.

Exemples :

- La Californie a créé la "16 CFR Part 1610 - STANDARD FOR THE FLAMMABILITY OF CLOTHING TEXTILES". Il s'agit d'une combinaison de norme et de législation qui garantit la sécurité incendie de vêtements ordinaires.
- Le label européen Ecoflower est lié à une législation, à savoir le règlement (CE) n° 66/2010 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'UE; et le règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) no 834/2007 du Conseil.

Bien sûr, il s'agit de normes très strictes, car elles s'inscrivent dans le cadre de la législation et il n'est pas possible de faire des revendications tout en évitant de se conformer à cette législation. Il n'est donc pas possible d'affirmer que le coton utilisé a été cultivé biologiquement tout en évitant de se conformer à cette législation.

3.3.1.7. Norme harmonisée

Une norme spéciale est la norme harmonisée. 30 % des normes européennes ont été élaborées dans le cadre d'une législation spécifique, et ce chiffre devrait encore augmenter. Lorsque la Commission européenne demande à CEN d'élaborer une norme, il s'agit généralement de normes qui vérifient la conformité à la législation. Si CEN accepte cette demande de développement de norme, et élabore et publie la norme, la Commission européenne évaluera cette norme. Lorsque cette norme sera jugée suffisamment valable pour garantir sa conformité, elle sera harmonisée et publiée au Journal officiel de l'Union européenne. La norme EN deviendra alors une norme hEN et une annexe AZ sera ajoutée à la norme expliquant le rapport entre cette norme et la législation. Dès qu'on respecte une norme harmonisée, il existe une présomption de conformité à la législation qui est mentionnée dans l'annexe AZ. Une liste des normes harmonisées est disponible via le lien ci-dessous : https://ec.europa.eu/growth/single-market/european-standards/harmonised-standards_en

3.3.2 Les différents types de normes

Les normes de gestion servent à définir et à réglementer un certain système relatif au travail au sein d'une entreprise. Les normes connues sont la gestion de la qualité ISO 9001, la gestion

environnementale ISO 14001, les équipements médicaux ISO 13485, la sécurité alimentaire ISO 22000. Il existe de nombreuses normes de gestion qui peuvent contribuer à soutenir les objectifs de développement durable ("Sustainable Development Goals") des Nations Unies. De plus amples informations peuvent être obtenues via le lien suivant du site internet de NBN : <https://www.nbn.be/nl/sdg>. Certaines entreprises suivent les principes de la norme ISO 9001 mais ne sont pas certifiées. Si l'on veut être certain qu'une entreprise a mis en place un certain système de gestion, il faut lui demander le certificat valide. Valide car les certificats ne sont valables que pendant une certaine période. Il faut repasser par la procédure de certification lorsque la validité expire ou est proche d'expirer.

Voici quelques normes qui peuvent être utilisées :

ISO 9001- Gestion de la qualité

La norme ISO 9001 est la norme internationale pour les systèmes de gestion de la qualité et elle est de loin la plus connue dans le domaine des systèmes de gestion. Cette norme a été publiée pour la première fois en 1987 et la version la plus récente date de 2015. La norme définit les exigences liées à un système de qualité mis en œuvre dans une entreprise. L'accent est mis sur le backtracking (rétro-inspection) et les points de contrôle. D'autres accents sont la réflexion axée sur les risques, la gestion des risques et le traitement des opportunités, la mesure et l'ajustement des objectifs, la communication et la sensibilisation, le leadership et l'implication chez les cadres supérieurs. Être certifié ISO 9001 ne signifie pas qu'on livre un produit de qualité. Cela signifie qu'on est en mesure de contrôler la qualité et de répondre à vos exigences si on est en accord avec vos exigences. Vous devez donc toujours formuler vos propres exigences de qualité si vous demandez cette norme (cfr. exigences de qualité).

Attention - Les laboratoires accrédités en Europe appliquent la législation européenne en matière d'accréditation "RÈGLEMENT (CE) No 765/2008 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) no 339/93". Ils sont accrédités selon une autre norme de qualité : à savoir EN ISO/IEC 17025. Utilisez toujours des laboratoires accrédités chaque fois que vous recherchez un laboratoire.

NBN décrit la norme pour les laboratoires comme suit :

La norme ISO/IEC 17025 fournit un cadre pour la gestion de la qualité des tests et des calibrages dans les laboratoires. La norme, publiée pour la première fois en 1999 et révisée pour la dernière fois en 2005, va être actualisée. Le Draft International Standard ou la version DIS de la norme révisée a été publié à la fin du mois de décembre 2016. La version finale sera publiée à l'automne 2019. Pour se conformer à la norme ISO/CEI 17025, un laboratoire doit disposer d'un système de gestion de la qualité fonctionnel et satisfaire aux exigences nécessaires pour produire des résultats de mesure juridiquement valables.

Info datée du 27/09/2019

Basez-vous sur cette norme lorsque vous demandez que des preuves soient vérifiées par un laboratoire externe. En Belgique, BELAC effectue la certification et l'audit auprès de laboratoires qui sont certifiés selon cette norme.

Remarque : certaines entreprises ont leur propre laboratoire accrédité selon cette norme.

ISO14001 - Systèmes de gestion de l'environnement - Exigences et lignes directrices pour leur utilisation

Cette norme internationale a été élaborée en 2004, une révision finale ayant été réalisée en 2015, et précise les exigences d'un système de gestion de l'environnement qu'une organisation peut utiliser afin d'améliorer ses performances environnementales. La norme ISO 14001 est destinée à être utilisée par une organisation qui souhaite gérer ses responsabilités environnementales d'une manière systématique, et qui contribue au pilier environnemental de la durabilité.

Conformément à la politique environnementale de l'organisation, les résultats attendus d'un système de gestion de l'environnement doivent inclure :

1. l'amélioration des performances environnementales ;
2. le respect des obligations ;
3. la réalisation d'objectifs environnementaux.

Cette norme internationale s'applique à toute organisation, quels que soient sa taille, son type et sa nature, et s'applique aux aspects environnementaux de ses activités, produits et services que l'organisation détermine qu'elle peut contrôler ou influencer, dans une perspective de cycle de vie.

Cette norme internationale ne fixe pas de critères spécifiques pour la performance environnementale et peut être utilisée, en tout ou en partie, pour améliorer systématiquement la gestion environnementale.

L'engagement de se conformer à cette norme internationale ne peut être pris que si toutes ses exigences sont incluses dans le système de management environnemental d'une organisation et que toutes ces exigences, sans exception, sont respectées. (NBN, 2015)

Cette norme peut être achetée en néerlandais, français, allemand et anglais sur le site web du Bureau national de normalisation (NBN) et dans plusieurs autres langues via l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

ISO 26000 - Lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale des organisations

La norme ISO 26000 a été publiée en septembre 2010. ISO 26000 aide les organisations à définir leurs responsabilités sociales et fournit des conseils sur la manière de mettre en œuvre ces activités de MVO (RSE : responsabilité sociale des entreprises) au sein de leur organisation. Cette ligne directrice ne sert que d'aide et est donc volontaire.

La norme ISO 26000 offre des lignes directrices dans le domaine des principes, des concepts, de l'engagement des parties prenantes et de la mise en œuvre de la RSE. Elle vise ainsi à créer un cadre conceptuel uniforme autour de la RSE et à offrir aux organisations un instrument pour traduire les intentions de responsabilité sociale en actions, et ce de manière

systématique et cohérente. (ISO, 2010) La norme ISO 26000 fournit des lignes directrices pratiques :

1. Déterminer la relation entre la RSE et les caractéristiques de l'organisation. Il en résultera une compréhension de la responsabilité sociale de sa propre organisation.
2. L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de RSE dans toute l'organisation constituent la prochaine étape.
3. Impliquer les parties prenantes (internes et externes) par la communication sur la RSE, afin d'améliorer la transparence.
4. L'optimisation de la politique de RSE et l'accroissement de la crédibilité de l'organisation dans le domaine de la RSE doivent se poursuivre.

La norme ISO 26000 a été élaborée par le plus grand groupe de travail jamais réuni par l'Organisation internationale de normalisation pour élaborer une norme. Six grands groupes de parties prenantes étaient représentés dans ce groupe de travail, à savoir l'industrie, les syndicats, les gouvernements, les organisations de consommateurs, les ONG et une catégorie résiduelle de chercheurs et de prestataires de services. Le groupe de travail était composé de 450 experts et 210 observateurs de 90 pays différents qui sont membres de l'ISO et de 42 organisations associées à l'ISO. L'ISO 26000 se dit conforme aux déclarations et conventions pertinentes des Nations unies (ONU) et de l'Organisation internationale du travail (OIT). (RSE Flandre, 2011). L'un des objectifs de l'ISO 26000 est d'offrir aux organisations un instrument pour convertir les intentions de responsabilité sociale en actions, et ce de manière systématique et cohérente. Elle doit aider les organisations à contribuer au développement durable, notamment en prenant des initiatives qui vont au-delà de ce qui est strictement nécessaire selon les lois et règlements. L'objectif n'est pas de remplacer les initiatives existantes, mais plutôt de les aider et de diffuser la compréhension et les attitudes à l'égard de la responsabilité sociale. (RSE Flandre, 2011)

L'utilisation de la ligne directrice ISO 26000 peut donner aux organisations (y compris les entreprises) un avantage concurrentiel et contribuer à l'établissement d'une réputation positive. Les organisations peuvent communiquer l'utilisation d'ISO 26000 à toutes les parties prenantes telles que les clients, les employés, les membres, les gouvernements, les médias, les fournisseurs, les investisseurs, etc. (RSE Flandre, 2011)

Outre des définitions claires, une explication des principes de la responsabilité sociale des entreprises et la nécessité d'impliquer les parties prenantes dans les premiers chapitres, l'ISO 26000 met l'accent sur les "lignes directrices pour les thèmes centraux de la responsabilité sociale des entreprises". Il existe sept thèmes principaux (gouvernance de l'organisation, droits de l'homme, pratiques de travail, environnement, pratiques commerciales équitables, questions de consommation et participation et développement de la communauté), chacun étant subdivisé en différents sujets. Au total, 36 sujets sont traités. Pour chaque thème central, les principes sont expliqués et les considérations possibles sont exposées. Chaque sujet est d'abord décrit, puis certaines actions et attentes sont expliquées. Les lignes directrices pour l'intégration de la responsabilité sociale dans l'ensemble de l'organisation font l'objet du dernier chapitre. Des lignes directrices très concrètes sont données ici sur la

manière dont la responsabilité sociale peut être introduite ou affinée au sein de l'entreprise ou de l'organisation. (RSE Flandre, 2011) ISO 26000 est une norme internationale et offre une ligne directrice aux utilisateurs. Contrairement aux autres normes ISO, la norme ISO 26000 n'est ni adaptée ni destinée à des fins de certification. (RSE Flandre, 2011)

Le document ISO 26000 peut être acheté en néerlandais, français et anglais sur le site du Bureau national de la normalisation (NBN) et dans plusieurs autres langues via l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

SA 8000 - Responsabilité sociale des entreprises

SA8000 est une norme qui se concentre sur les conditions de travail au sein des entreprises et/ou de la chaîne de production. La SA 8000 couvre des sujets tels que le travail forcé et le travail des enfants, la santé et la sécurité au travail, la liberté d'association et les négociations collectives, la discrimination, les pratiques disciplinaires, les heures de travail, la rémunération et les systèmes de gestion. Pour ses propres employés, partenaires et fournisseurs. Cette certification peut être appliquée à toute entreprise, quelle que soit sa taille et partout dans le monde.

La SA 8000 ne se contente pas de fixer des normes pour les lieux de travail, mais elle souscrit également à des accords internationaux, tels que les conventions de l'Organisation internationale du travail, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant. (RSE Flandre, 2014)

SA 8000 a été développée en 1989 par l'organisation Social Accountability International, une organisation non gouvernementale multipartite. La dernière révision date de 2014. La norme peut être téléchargée gratuitement sur le site web de Social Accountability International (SAI).

ISO 20400 - Marchés publics socialement responsables - Lignes directrices

Lorsqu'elle prend des décisions d'achat, une entreprise ne prête trop souvent attention qu'au prix, à la qualité et au délai de livraison d'un produit. Cependant, une politique d'achat durable via la norme ISO 20400 signifie que les produits sont également évalués en termes d'aspects sociaux et environnementaux. Assumer la responsabilité de la chaîne par une politique d'achat durable est donc une partie importante de la RSE. Certainement dans un contexte international. (RSE Flandre, 2018)

Grâce à une politique d'achat durable, une entreprise utilise son pouvoir d'achat et son influence dans ses relations avec ses fournisseurs et ses clients pour améliorer les performances sociales et environnementales de toute la chaîne de produits. Un moyen efficace de garantir la durabilité de la chaîne consiste à intégrer des critères de durabilité dans le processus de sélection des fournisseurs potentiels. Ces critères peuvent être liés à l'entreprise (le fournisseur dispose-t-il d'un rapport RSE ou d'une politique claire en matière de gestion sociale, éthique, de sécurité ou d'environnement ?) ou aux produits ou services fournis (par exemple, les labels de produits tels que FSC, Cradle-to-Cradle, Label social belge, BREAAAM,). (RSE Flandre, 2018)

Les petites, moyennes et grandes entreprises bénéficient d'une production et d'un achat durables. Et cela ne doit pas nécessairement être plus cher. Au contraire. En tenant compte du cycle de vie du produit, l'achat durable peut même conduire à des économies. En outre, l'entreprise peut également faire savoir par sa communication qu'elle achète de manière durable et se distinguer ainsi de ses concurrents. (RSE Flandre, 2018)

Dans un monde où tout le monde est connecté à tout le monde et où les nouvelles se répandent plus vite que la lumière, de tels faits se nichent dans la mémoire collective. Presque toutes les entreprises belges achètent des produits directement ou indirectement à l'étranger. Et les cinquante pays qui connaissent la croissance la plus rapide sont tous des économies émergentes. Ils sont d'importants partenaires commerciaux potentiels pour les entreprises belges. Faire des affaires dans ces pays offre des opportunités de marché aux entrepreneurs belges, mais aussi des responsabilités. En faisant des affaires de manière durable, les entreprises peuvent faire des bénéfices tout en exerçant une influence positive, par exemple, sur les conditions de travail, la corruption et les questions environnementales. (RSE Flandre, 2018)

Les chaînes de production et de commerce sont de plus en plus complexes ; souvent, la chaîne remonte à l'étranger (lointain) où les produits ou les composants sont fabriqués. La responsabilité des entrepreneurs belges est également transfrontalière. Vous devez savoir d'où viennent les matières premières, ce qui se passe avec les fournisseurs et par qui les produits sont fabriqués. Les conditions de travail et les questions environnementales chez les fournisseurs étrangers ont également un impact sur la durabilité d'une entreprise basée en Belgique. (RSE Flandre, 2018)

Cependant, dans un monde qui se heurte à ses limites dans divers domaines, les secteurs et les entreprises ont encore du mal à tracer la carte de leur chaîne de production, sans parler de la mettre sur une base durable du début à la fin. (RSE Flandre, 2018)

En 2013, l'ISO a commencé le développement de la nouvelle norme ISO 20400 pour l'approvisionnement durable. Ce document fournit des lignes directrices aux organisations, quelles que soient leur activité ou leur taille, qui intègrent la durabilité dans les achats, comme le décrit la norme ISO 26000. Il est destiné aux parties prenantes qui sont impliquées ou concernées par les décisions et les processus de passation de marchés. (NBN, 2017) La dernière version révisée de ce document date de 2017.

Le document ISO 20400 peut être acheté en néerlandais, français et anglais sur le site du Bureau national de la normalisation (NBN) et dans plusieurs autres langues via l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

3.3.2.2 Normes d'essai

Ces normes définissent une procédure pour tester un certain paramètre d'un produit. Par exemple, les normes ci-dessous sont toutes des normes qui déterminent une résistance à la traction sur les textiles :

- EN ISO 13934-1:2013 - Textiles - Propriétés de traction des tissus - Partie 1 : Détermination de la résistance maximale à la traction et de l'allongement à la force maximale par la méthode du dénudage
- EN ISO 1421-1:2016 - Tissus enduits de caoutchouc ou de matière plastique - Détermination de la résistance à la traction et de l'allongement à la rupture - Méthode de la bande (méthode 1)
- EN ISO 1421-1:2016 - Tissus enduits de caoutchouc ou de matière plastique - Détermination de la résistance à la traction - Méthode de la pince (aucun allongement mesuré - méthode 2)
- ASTM D5035 - 11:2019 – Méthode d'essai standard pour la force de rupture et l'élongation des tissus textiles (méthode des bandes)
- EN ISO 13934-2:2014 - Textiles - Propriétés de traction des tissus - Partie 2 : Détermination de la résistance maximale à la traction par la méthode de la pince (2008) Résistance à la traction - pince
- NF G07 120 (1973) Résistance à la traction - grappin (n'est plus valable 20/06/1999 remplacé par EN ISO 13934-2 avril 2014)

En général, il ne faut pas comparer les résultats de deux normes différentes, car les paramètres peuvent être différents. Il y a quelques exceptions à cette règle.

Dans le cadre d'un même test, il existe parfois différentes options. Il est important de tenir compte de ces options lorsqu'on fixe une limite dans un ensemble d'exigences. Par exemple, lors d'un test de résistance des colorants aux cires selon la norme ISO 105 C06, il faudra préciser quelles instructions de lavage on souhaite vérifier, s'il s'agit d'un lavage domestique ou industriel et en combinaison avec quelles fibres on souhaite effectuer le test pour vérifier le saignement du colorant sur d'autres textiles (mono ou multifibre). Vérifiez toujours ces paramètres pour vous assurer que vous ne comparez pas des pommes avec des poires. Sinon, vous pourriez tirer de mauvaises conclusions.

Par exemple, c'est une différence majeure lors de l'essai d'abrasion d'un tissu selon la "EN ISO 12947-1 - Textiles - Détermination de la résistance à l'abrasion des tissus par la méthode Martindale - Partie 1 : Appareil d'essai de résistance à l'abrasion Martindale" avec un poids de 9kPa ou 12 kPa. Le poids plus élevé endommagera le tissu plus rapidement, ce qui entraînera un résultat plus faible pour le même tissu.

Ces informations peuvent être obtenues auprès de laboratoires d'essai, de consultants ou de fournisseurs. En général, ils connaissent suffisamment bien les normes des tests pour vous conseiller. Il n'est pas nécessaire d'acheter la norme de test à cette fin.

VEUILLEZ NOTER - Ces normes d'essai ne contiennent généralement aucune exigence. Vous devez fixer vos propres limites lorsque vous voulez exiger un certain niveau de qualité, par exemple (voir exigences techniques et qualité).

3.3.2.3 Normes de produits

Elles définissent les exigences auxquelles un produit doit répondre. Parmi ces normes, on trouve de nombreuses normes de sécurité et des normes relatives aux équipements de protection individuelle (EPI) qui sont également harmonisées (voir aussi page 16). Les normes bien connues sont

- EN 471:2003+A1:2008 - Vêtements de signalisation à haute visibilité pour usage professionnel - Méthodes d'essai et exigences
- EN 343:2019 - Vêtements de protection - Protection contre la pluie et le STANDARD 100 par OEKO-TEX®.

Outre un ensemble d'exigences concernant la conception, les limites de qualité, les exigences d'étiquetage et de communication, ces normes contiennent également des méthodes d'essai et des références aux méthodes d'essai. Certaines exigences sont obligatoires, d'autres sont facultatives. Il faut donc connaître la norme pour pouvoir l'utiliser correctement. Il est donc conseillé d'acheter la norme lorsque l'on veut fixer des exigences à la norme. Les normes liées à un label tel que le STANDARD 100 by OEKO-TEX® rendront leur ensemble d'exigences transparent. Dans ce cas, la norme est accessible au public, ce qui est l'une des exigences d'un bon label (voir certificats et labels).

Les normes de produits modifient parfois les paramètres pour réaliser une norme d'essai. Il est important de garder cela à l'esprit lorsque l'on fixe des exigences. Voir 1.1.2 qualité

3.3.2.4 Normes de base (convention)

Donne un aperçu de la terminologie ou consigne les rendez-vous autour d'un thème spécifique. Dans ces normes, il est indiqué ce qu'un terme/symbole bien défini signifie. Ceci est souvent utilisé dans une série de normes autour d'un thème (par exemple, les mesures) afin de clarifier la terminologie et d'éviter toute discussion à ce sujet. La plupart des normes contiennent un chapitre qui les intègre dans la norme elle-même (le chapitre des définitions). "EN 13402-1 Indication dimensionnelle des vêtements - Partie 1 : Termes, définitions et méthode pour déterminer les mensurations" et "EN ISO 7010:2012 Norme pour les pictogrammes de sécurité" sont 2 exemples d'une telle norme.

4 Exigences propres pouvant être incluses dans un cahier des charges

Les produits textiles doivent répondre à diverses exigences pour intégrer les principes de circularité.

4.1 Exigences techniques

Voici une liste des exigences auxquelles votre produit doit répondre. Elle comprend des spécifications techniques telles que la structure, la composition des fibres, la couleur... Beaucoup ont l'habitude de reprendre la fiche technique de leur fournisseur ou du produit déjà acheté lors d'un précédent appel d'offres. Ils reprennent toutes les spécifications d'un

type de produit et définissent par exemple le poids du tissu, la composition exacte, les types de fils, les noms de tissu, la construction, ...

Compte tenu de la circularité et des applications en fin de vie, ce n'est pas une bonne idée. Elle est restrictive et empêche l'innovation. Il est préférable de laisser le choix libre afin de pouvoir faire de l'innovation de produit :

- améliorer la qualité
- utiliser des fibres plus durables
- conception de l'utilisation pour le recyclage
- choisir un certain pourcentage de matériaux recyclés

Les paramètres qui peuvent être spécifiés sont les couleurs et l'identité de l'entreprise. Cependant, il est possible que l'on doive utiliser des colorants qui ne sont pas respectueux de l'environnement et qui pourraient (à l'avenir) poser des problèmes lors du recyclage des matériaux. Par exemple, certains colorants pourraient empêcher le recyclage chimique du coton. Pensez-y et discutez-en avec l'organisation qui traitera vos articles en fin de vie. Mention spéciale ! - Les couleurs Pantone sont souvent données. Il n'est pas toujours possible d'obtenir exactement la même couleur car le textile donne une réflexion de la lumière différente de celle du papier, par exemple. Des différences de couleur peuvent également apparaître entre les différentes structures textiles et les composants d'un article. Gardez cela à l'esprit et demandez l'approbation à l'avance pour éviter les discussions. Des productions incorrectes peuvent entraîner des pertes matérielles et économiques.

Il est préférable de fixer un niveau de qualité par le biais de normes, en consultation avec différents fournisseurs et consultants. Il existe des normes de produits que vous pouvez ou non inclure. Utilisez ces normes.

Les normes EPI ci-dessous s'appliquent aux vêtements :

– EN ISO 13688 - Vêtements de protection - Exigences générales - Définit les exigences générales en matière d'ergonomie, de taille, d'étiquetage, etc. De nombreuses autres normes EPI relatives aux vêtements se référeront à cette norme.

– EN 343 - Vêtements de protection - Protection contre la pluie.

– EN 471 - Vêtements de signalisation à haute visibilité pour usage professionnel - Méthodes d'essai et exigences

– EN 13034 Vêtements de protection contre les produits chimiques liquides - Exigences de performance pour les vêtements de protection chimique offrant une performance de protection limitée contre les produits chimiques liquides (équipement de type 6 et de type PB). Cette norme est utilisée lorsque les risques de contact avec des produits chimiques nocifs sont limités, mais toujours présents. Les risques limités sont par exemple les pulvérisations légères, les aérosols à basse pression, les petites éclaboussures, ... Lorsque le risque de contact est plus élevé, cette norme ne peut pas être utilisée.

– EN 342 - Vêtements de protection - combinaisons et vêtements de protection contre le froid. Les vêtements conformes à cette norme doivent offrir une protection contre les températures

à partir de -5°C, l'étiquette vous informe sur les valeurs des différents paramètres qui influencent le niveau de protection. La norme comporte un tableau informatif qui indique quand il faut atteindre quel résultat en fonction des conditions dans lesquelles les vêtements sont utilisés.

– EN 14058 - Vêtements de protection - Vêtements de protection contre les environnements froids. Cette norme fonctionne avec différentes classes. Selon l'utilisation, l'une des classes peut être requise. Les vêtements qui répondent à cette norme offrent une protection au-dessus de -5°C.

– EN ISO 11612 - Vêtements de protection - Vêtements de protection contre la chaleur et les flammes - Exigences minimales de performance Il s'agit d'une norme générale de protection contre la chaleur et les flammes avec des risques limités. La norme fonctionne avec différentes classes pour différents paramètres.

– EN ISO 11611 - vêtements de protection utilisés pour le soudage et les techniques connexes. Cette norme applique différents grades en fonction du niveau de risque d'exposition aux projections de soudure.

Les normes EPI suivantes s'appliquent aux gants :

– EN 450 - Gants de protection - Exigences générales et méthodes d'essai. Ceci est le pendant des exigences générales de la norme EN ISO 13688 pour les vêtements de protection

– EN 407 - Gants de protection contre les risques thermiques (chaleur et/ou feu)

– EN 12477 - Gants de protection pour soudeurs

– EN 511 - Gants de protection contre le froid

Important ! - Demandez à votre conseiller en prévention quelle norme vous devez exiger. Si vous n'avez pas de conseiller en prévention, consultez un expert indépendant ou le service externe pour la prévention et la protection au travail. Si vous souhaitez travailler vous-même avec ces normes, examinez attentivement leur portée. Le champ d'application est accessible au public, il n'est pas nécessaire d'acheter la norme. Si la norme est applicable à ce que vous voulez, achetez la norme afin de l'appliquer correctement dans vos spécifications. En cas de doute, il est préférable de s'adresser à un expert.

4.2 Niveau de qualité

Une récente étude de la commission européenne "Rapport de soutien à la cartographie des opportunités de la mode durable pour les PME" a mis en évidence la nécessité d'améliorer la qualité et le développement des meilleures méthodes pour l'industrie textile. Le rapport indique ce qui suit :

"Prolongation de la durée de vie des vêtements : L'allongement de la durée de vie active est désormais considéré comme le moyen le plus efficace d'améliorer la durabilité des vêtements (WRAP, 2017) lorsqu'il s'accompagne également d'une réduction des achats de nouveaux articles".

Cela prouve une fois de plus que le TCO (total cost of ownership) est plus important que le prix d'achat de l'article textile ou du service lorsqu'il s'agit d'achat circulaire. Il est difficile de dire qu'un article doit être utilisé pendant plus de 2 ans au lieu d'un an. Il existe de nombreux paramètres différents qui influencent la durée de vie finale d'un article textile.

Toutefois, on peut utiliser des normes d'essai (voir aussi page 21), combinées à des exigences minimales. Cette combinaison garantit une certaine qualité.

Le suivi de l'utilisation d'un produit textile jusqu'à sa fin de vie vous permet d'ajuster vos spécifications minimales si nécessaire, en concertation avec votre fournisseur (voir trajectoire d'amélioration). Il est donc important de savoir quand et pourquoi l'utilisateur se débarrasse d'un morceau de textile. Ce n'est qu'alors que vous pourrez améliorer les paramètres pour vos futurs achats.

Il n'est pas toujours facile de déterminer les spécifications minimales que vous devez fixer. La corrélation avec la réalité est parfois ambiguë. Par exemple, on ne sait pas quel résultat du test selon la norme EN ISO 105 B02 garantit la résistance des couleurs à la lumière, 6 mois au soleil sans décoloration. Toutefois, l'expérience acquise avec les niveaux permet de recommander un niveau de départ. Vérifiez auprès des consultants et de vos fournisseurs potentiels.

Méfiez-vous des normes relatives aux EPI (voir page 22) qui sont utilisées pour certifier les produits selon le système de marquage CE. Ce n'est pas parce qu'un textile est conforme à une norme de produit EPI particulière que cela signifie que le textile durera longtemps. Les normes EPI sont conçues pour contenir des niveaux minimums auxquels le textile a une fonction de protection. Une fois que le textile a rempli sa fonction de protection, il peut être endommagé et ne plus être utilisable parce qu'il a perdu sa fonction de protection.

Exemple :

Un trou dans un pantalon d'EPI a été créé par des projections de soudure. Cela peut être évité par de meilleurs paramètres ou exigences de qualité. Dans le cas des projections de soudure, une fibre intrinsèquement ignifuge posera moins de problèmes que le coton avec un fini ignifuge. Parlez-en à votre fournisseur et à votre consultant.

Lorsque vous souhaitez faire contrôler un niveau de qualité, par exemple pour élaborer un système de points, choisissez l'organisme de contrôle avec un laboratoire accrédité.

Attention ! Le choix de la fibre est l'un des paramètres qui déterminent la qualité d'un produit et donc sa durée de vie.

4.3 Obligation d'information

Les questions que vous n'allez pas déterminer mais que vous voulez connaître en vue de la conformité doivent être incluses dans les spécifications. Cela va au-delà des niveaux de qualité. Par exemple, vous voudrez peut-être savoir quels composants ont été utilisés dans un article textile, qui est responsable de la production d'un certain article, comment démonter un article textile, quelles sont les applications possibles en fin de vie, quels produits chimiques

ont été utilisés, quelle est la méthode d'entretien optimale en vue d'une longue durée de vie, s'il existe des possibilités de réparation, etc. Ne vous en remettez pas à la législation pour vous informer, car elle est parfois trop limitée. Par exemple, le règlement sur l'étiquetage de la composition des textiles 1007/2011 oblige à communiquer la composition au consommateur, mais omet ou interdit la mention de nombreux composants. Exigez quand même ces informations, voir la demande de fin de vie et les choix de matériaux.

Vous avez droit à des informations équitables en vertu de la loi sur les pratiques commerciales déloyales (voir aussi page 11). Il faut s'y référer lors de la formulation des exigences.

4.4 Conditions préalables

De nombreuses conditions préalables seront exigées dans un appel d'offres ou un cahier des charges. Par exemple, des exigences seront fixées pour l'emballage des articles, les matériaux utilisés, le mode de transport, les instructions d'utilisation à inclure, les matrices et les dimensions standard qui seront appliquées, les niveaux de stock qu'un fournisseur doit tenir à disposition, l'application en fin de vie, etc.

Au fur et à mesure de l'introduction de nouvelles législations et de la généralisation de la circularité, ces paramètres gagneront en importance et seront mieux élaborés. Tenez également compte du fait que ces paramètres peuvent influencer ce que vous achetez. Réfléchissez aux conditions préalables qui sont importantes pour vous et incluez-les dans votre cahier des charges.

5. Acheter circulaire en pratique

On peut fixer des exigences pour des choses qui sont clairement vérifiables. Pour d'autres éléments, il peut être préférable de travailler avec un parcours d'amélioration ou de voir ce qui est disponible sur le marché et de porter son propre jugement.

Il est important de savoir où se situent vos priorités lorsque vous commencez à faire des achats circulaires. Les textiles circulaires, malgré l'accélération de ces dernières années, en sont encore à leurs débuts. En tant qu'acheteur, vous avez une fonction importante pour orienter la chaîne textile vers une "plus grande circularité". En intégrant la circularité dans votre cahier des charges ou votre appel d'offres, vous motivez la chaîne textile à devenir plus durable et vous l'obligez à devenir circulaire.

Il est important de savoir que vous allez rencontrer des contradictions. Si vous voulez des matériaux plus naturels, vous devrez faire des compromis sur l'impact CO2 de l'entretien car vous utiliserez plus d'eau en interdisant les fibres plastiques et peut-être en réduisant la durée de vie du textile. Ce sont des choix que vous devrez faire. Déterminez donc dans quoi vous voulez investir. Utilisez l'outil circulaire sur les achats, développé dans le cadre de la Green Deal Circular Procurement ([lien vers l'outil](#)) pour déterminer votre stratégie et demandez aux fournisseurs et consultants potentiels de vous aider si nécessaire.

La chaîne doit être impliquée dans la formulation des exigences. Par exemple, la blanchisserie et le traitement des déchets sont aussi importants que les produits textiles eux-mêmes. Si vous souhaitez effectuer des achats de manière circulaire, vous devrez impliquer toute la chaîne dans votre processus d'achat. Gardez à l'esprit que cela sera lourd pour votre propre organisation. Vous devrez donc également fixer des exigences pour les parties prenantes internes. Sans cela, vous ne pouvez pas acheter de manière circulaire.

Vous pouvez par exemple vous débarrasser de vêtements personnalisés. Les vêtements non personnalisés entraînent automatiquement une diminution des stocks et évitent également les abus (achats privés grâce à un système de points) et les mises au rebut anticipées. Assurez-vous qu'il y a suffisamment de textiles disponibles, mais soyez critique quant à la quantité dont vous avez réellement besoin par personne. Par conséquent, surveillez également les textiles en fin de vie afin d'éviter que les textiles ne soient jetés trop tôt. Une blanchisserie peut s'occuper de cette tâche pour vous. Demandez-le dans votre cahier des charges si vous le jugez utile.

5.1 Certificats et labels

Outre le marquage CE légal et la législation à laquelle les textiles doivent se conformer, il existe de nombreux processus de certification et labels auxquels les produits textiles peuvent être soumis. Un certificat est une autorisation de porter une certaine revendication et donc un label. Ils sont étroitement liés. Cependant, tous les certificats ne signifient pas que l'on porte un label. Un label est un symbole reconnaissable qui communique les caractéristiques d'un produit ou d'une organisation ou auxquelles le produit ou l'organisation se conforme.

5.1.1 Objet d'un label ou d'un certificat

Ils aident les consommateurs à prendre des décisions d'achat. Ils constituent un moyen de communication simple pour créer la confiance dans un produit. En outre, elles servent à se distinguer de la concurrence. Les labels visent à influencer le marché dans une certaine direction et peuvent donc avoir un impact majeur. Très souvent, elles sont utilisées dans les marchés publics pour regrouper une partie des exigences et avoir la certitude de les satisfaire.

5.1.2 Types de labels et de certificats

Les sujets qui peuvent être certifiés vont des déclarations environnementales, des produits fabriqués de manière responsable à la production de fibres respectueuses des animaux. Les étiquettes peuvent être très générales ou très spécifiques. Une autre subdivision est la certification d'une entreprise ou d'un article. Déterminez, en fonction de votre stratégie, quel label correspond le mieux à vos objectifs. On peut classer les étiquettes dans les catégories suivantes :

Lien avec un produit/service ou une entreprise

Selon le responsable

- l'entreprise elle-même
- ONG
- gouvernement
- collaborations

Par thème

- l'environnement,
- social,
- la sécurité,
- le développement durable

Selon la norme

- Labels environnementaux de produits ISO 14020
- Gestion de la qualité ISO 9001 - ...

Selon le champ d'application

- un ou plusieurs aspects du thème
- le produit lui-même - l'ensemble de la chaîne de production
- l'ensemble du cycle de vie Selon la norme
- Labels environnementaux de produits ISO 14020
- Gestion de la qualité ISO 9001

En fonction de la vérification du respect des critères

- Vérification par une tierce partie indépendante
- autocontrôle

- la participation des parties prenantes à la vérification
- pas de vérification

La catégorisation peut vous permettre de vous concentrer davantage lorsque vous souhaitez utiliser des labels pour couvrir votre stratégie. La crédibilité d'un label dépend fortement du niveau d'indépendance et des contrôles mis en place. Vous trouverez ci-dessous un aperçu du niveau de fiabilité, allant de très fiable à moins fiable :

Etiquettes officielles

Ils sont gérés et contrôlés par le gouvernement ou par des organisations externes, indépendantes et (généralement) accréditées. L'Ecoflower européen et le label biologique en sont des exemples.

Labels privés et collectifs

Ces labels sont gérés par le secteur industriel, une association professionnelle ou une association indépendante (par exemple une ONG). Ils sont contrôlés par des organisations indépendantes et (généralement) accréditées. Citons par exemple le Standard 100 by Oekotex®, le label GOTS, Bluesign, etc.

Labels privés, individuels et contrôlés

Ces labels ont été créés par un fabricant ou un distributeur. Ils ne sont utilisés que par ce fabricant ou ce distributeur, mais sont contrôlés par une partie externe indépendante et (généralement) accréditée.

Labels privés, individuels, non contrôlés

Ils sont créés par un fabricant ou un distributeur et restent sous la responsabilité exclusive de ce fabricant ou distributeur et il n'y a pas de contrôle externe et indépendant. Parmi les exemples, citons We Love Bio coton de C&A, ...

5.1.3 Qu'est-ce qu'un bon label ?

Il existe un certain nombre de paramètres à prendre en compte lors du choix d'un label.

- Pertinence : les questions traitées par le label doivent être pertinentes pour les consommateurs/entreprises.
- Clarté : les consommateurs doivent comprendre de quoi il s'agit. Si le consommateur ne le comprend pas, la propriété qu'un label communique rapidement sur un certain aspect d'un produit ou d'un service est perdue et le label ne remplit pas sa fonction.
- Accessibilité : le label doit être accessible tant aux entreprises qu'aux consommateurs. Si elle n'est pas accessible à un acteur, il est difficile de créer un soutien.
- Faisabilité financière : le label doit être abordable tant pour les entreprises que pour les consommateurs. Si un produit ou un service devient inabordable, la portée du label sera très limitée et il n'aura aucune incidence sur les questions qu'il touche.

- Influence/impact : ont-ils un impact positif sur la question ? L'impact positif est la grande valeur ajoutée d'un label. C'est de cette manière que les labels influencent positivement le marché.
- Fiabilité : les consommateurs, les entreprises et les bénéficiaires doivent avoir confiance en eux. Un label peu fiable ne sert à rien.
- Plus strict que la législation : l'ensemble des critères doit être plus strict que la législation en vigueur et cela doit être vérifiable. S'il n'est pas plus strict que la législation en vigueur, le label n'est d'aucune utilité, car la législation doit toujours être respectée. Si les critères ne sont pas vérifiables, l'objectivité peut être compromise et le label sera sans valeur.
- Pertinence : les questions traitées par les labels doivent être pertinentes pour les consommateurs/entreprises. Sans pertinence, le label n'a aucune valeur.
- Organisme de contrôle indépendant : l'organisme de contrôle doit être accrédité pour effectuer ces contrôles spécifiques. Plus l'organisation et l'inspection sont indépendantes, plus le label sera fiable. Cela signifie que les organismes de contrôle officiels vérifient la mise en œuvre des contrôles par ces organismes. Pour la Belgique, cela est fait par le BELAC.
- Gestion transparente : toutes les informations relatives aux critères, entre autres, doivent être publiques et peuvent être demandées de manière simple. Cela contribue grandement à la fiabilité du label. Les labels dont les critères sont vagues et/ou non publiés seront qualifiés de douteux et peu fiables.
- Critères objectifs : L'élaboration doit se faire en consultation avec toutes les parties prenantes (par exemple, les producteurs et/ou les organisations sectorielles, les organisations de consommateurs, les syndicats et les ONG). Si toutes les parties prenantes ne sont pas impliquées dans le processus, il y a un risque de perte d'objectivité et de réduction du soutien.

5.1.4 Avantages et inconvénients des labels

Les labels sont faciles à utiliser car ils offrent une solution toute prête pour la formulation et le contrôle des exigences. De bons labels garantissent également le respect de la législation applicable.

Cependant, un label n'est pas toujours concluant. Les erreurs de production ou les pratiques déloyales ne peuvent pas toujours être exclues à 100 %. Il est donc important de savoir comment un label certifie et effectue ses contrôles. En outre, il y a une prolifération de labels et les labels coûtent de l'argent en raison de la procédure de certification et des contrôles externes du respect des conditions d'utilisation du label. Selon le site web <http://www.ecolabelindex.com/ecolabels/?st=category,textiles>, il existe 107 labels écologiques qui s'appliquent aux textiles. Il n'est pas logique de les exiger tous. Par conséquent, soyez sélectif dans votre choix et autorisez des labels alternatifs à condition qu'ils soient tout aussi fiables et qu'ils aient les mêmes paramètres. Faites votre choix en fonction de votre stratégie.

Faites attention à ne pas entraver les startups par des initiatives innovantes pour participer. Par conséquent, ne permettez aux entreprises de se certifier qu'après avoir obtenu le label. Surveillez si cela se produit réellement et utilisez des clauses de pénalité pour empêcher le non-respect.

5.1.5 Labels fréquemment utilisés dans le secteur textile

Pour chaque label, vous trouverez le logo, les paramètres et la description de la méthode de certification. Faites attention aux paramètres. Pour certains labels, certains paramètres sont subordonnés, alors que ces mêmes paramètres sont très importants pour d'autres labels. Les paramètres peuvent être subdivisés en critères environnementaux et sociaux.

Critères environnementaux (SDG 7, 11, 12, 13, 14 et 15)

- Eaux usées
- Pollution de l'air
- Consommation d'énergie
- Utilisation responsable des matériaux
- Qualité - Aptitude à l'emploi
- Recyclage
- Origine durable
- Utilisation des produits chimiques

Critères sociaux (SDG 1, 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 16, 17)

- Conditions de travail
- Sécurité des consommateurs
- Sans danger pour les animaux

5.1.5.1 Oekotex standaard 100



Critères environnementaux	Exigences	Critères sociaux	Exigences
Eaux usées	NON	Conditions de travail	NON
Pollution de l'air	NON	Sécurité des consommateurs	OUI
Consommation d'énergie	NON	Sans danger pour les animaux	NON
Qualité	NON		
Recyclage	NON		
Origine durable	NON		
Produits chimiques	OUI/NON		

L'OEKO-TEX® standard 100 est un label qui garantit que les produits textiles ne contiennent aucun produit chimique pouvant être nocif pour la santé humaine. On considère non seulement les produits chimiques qui peuvent causer des problèmes de santé temporaires ou permanents, mais aussi les produits chimiques qui peuvent provoquer des réactions allergiques. Il s'agit principalement de produits chimiques qui sont libérés par le textile ou qui peuvent avoir un effet nocif sur l'homme. Lorsqu'un article répond aux exigences de l'OEKO-TEX® standard 100, il répond également à la réglementation REACH de l'Union européenne. Le label anticipe les évolutions de cette législation et interdira à l'avenir les produits chimiques nocifs. Cela augmente les chances que les textiles mis au rebut puissent être utilisés comme textiles à l'avenir. La bio-origine est également incluse dans l'étiquette. Il est alors nécessaire d'avoir une certification GOTS supplémentaire lorsqu'on affirme que du coton biologique est présent. Le label peut être appliqué à tous les articles textiles et la procédure comprend une autodéclaration, un audit, une procédure de test et des contrôles du marché.

Le label ne comporte pas de conditions sociales (cf. OIT) ni d'autres thèmes circulaires tels que la production respectueuse de l'environnement, le contenu recyclé ou la qualité. Un guide d'achat sur le site web permet de savoir qui possède une telle certification pour un certain produit. En outre, vous trouverez également sur le site web une liste des conditions à remplir pour pouvoir porter le label.

5.1.5.2. Detox By Oekotex

Critères environnementaux	Exigences	Critères sociaux	Exigences
Eaux usées	OUI	Conditions de travail	NON
Pollution de l'air	NON	Sécurité des consommateurs	OUI
Consommation d'énergie	NON	Sans danger pour les animaux	NON
Qualité	NON		
Recyclage	NON		
Origine durable	NON		
Produits chimiques	OUI		

Lorsque les textiles sont conformes à la norme Detox by Oekotex®, en plus des aspects de la norme 100 by Oekotex, l'aspect environnemental concernant l'utilisation de produits chimiques est pris en compte. Les produits chimiques que Greenpeace veut interdire dans la production textile et le textile lui-même sont inclus ici et ne peuvent être utilisés ou présents dans le textile certifié selon cette norme. Il existe également des exigences en matière d'eaux usées. En exigeant ce label, vous réduisez l'impact des textiles que vous achetez sur l'environnement. En outre, il est beaucoup plus probable qu'à long terme, vous pourrez réutiliser le textile dans la même application sans en être empêché par le règlement REACH.

Le label peut être appliqué à tous les articles textiles et la procédure comprend une autodéclaration, un audit, une procédure de test et des contrôles du marché.

Tout comme pour la norme 100 d'Oekotex, un outil d'achat sur le site web peut être utilisé pour savoir qui possède une telle certification pour un produit particulier. En outre, vous trouverez également sur le site web l'ensemble des exigences à remplir pour pouvoir porter le label.

5.1.5.3. StEP



Critères environnementaux	Exigences	Critères sociaux	Exigences
Eaux usées	OUI	Conditions de travail	OUI
Pollution de l'air	OUI	Sécurité des consommateurs	OUI
Consommation d'énergie	OUI	Sans danger pour les animaux	NON
Qualité	NON*		
Recyclage	OUI		
Origine durable	OUI		
Produits chimiques	OUI		

Il s'agit d'une norme et d'une certification qui certifie un processus de production textile. Les textiles produits selon un processus de production conforme à cette norme et à cette certification sont plus durables que les textiles produits selon un processus de production non certifié. Tous les aspects de la durabilité, les objectifs mondiaux de développement durable des Nations unies (SDG), sont inclus dans la norme, y compris la circularité. La norme comporte 5 grands piliers sous lesquels ces objectifs de durabilité ont été inclus. Il existe des exigences minimales qui doivent être remplies avant qu'une certification puisse être obtenue. A partir de ce niveau minimum, on a 3 catégories dans lesquelles on peut se retrouver pour les 5 piliers. De cette façon, vous pouvez voir ce sur quoi vous devez travailler. Il est donc attendu que l'on s'améliore systématiquement. En exigeant cette certification, vous vous assurez non seulement que vos exigences circulaires sont prises en compte, mais aussi que vous créez un impact positif sur tous les aspects des objectifs mondiaux de développement durable de l'ONU.



* Seul un système de qualité approfondi tel que l'ISO 9001 est nécessaire pour la qualité. Il n'y a pas de limites à respecter. Il appartient donc au client d'exiger ce niveau de qualité.

Tout comme pour la norme 100 d'Oekotex et le Detox d'Oekotex, on peut rechercher qui possède une telle certification pour un certain produit via un outil d'achat sur le site web. En outre, vous trouverez également sur le site web la liste des conditions à remplir pour être autorisé à porter le label.

5.1.5.4. Blue Sign



Critères environnementaux	Exigences	Critères sociaux	Exigences
Eaux usées	OUI	Conditions de travail	OUI/NON*
Pollution de l'air	OUI	Sécurité des consommateurs	OUI
Consommation d'énergie	OUI	Sans danger pour les animaux	NON
Qualité	NON		
Recyclage	NON		
Origine durable	NON		
Produits chimiques	OUI		

Tout comme Oekotex, ce label vise principalement à couvrir les risques sanitaires au niveau du produit. Toutefois, d'autres critères sont également pris en compte. Il peut être appliqué à tous les articles textiles. L'étiquette limite l'apport de produits chimiques. Seuls les produits chimiques approuvés peuvent être utilisés. Il s'agit donc d'évaluer si les produits chimiques peuvent avoir des effets nocifs. Oekotex travaille plutôt avec des tests qui montrent que le textile ne contient aucun produit chimique nocif. Le label fonctionne avec une auto-déclaration et un audit dans lequel des conseils sont fournis. Un processus d'amélioration est également nécessaire. Il y a 2 niveaux que l'on peut appeler : Bleu : tous les matériaux et produits chimiques répondent aux critères de Bluesign. Gris : les matériaux et les produits

chimiques répondent partiellement aux critères. Pour les pièces qui ne répondent pas aux critères, le principe de la "meilleure technologie disponible" s'applique. Il faut donc suivre les meilleures pratiques. Le label fixe des critères clairs qui sont accessibles au public sur le site web

5.1.5.5. Blauwe engel



Le label certifie que le produit est écologique, circulaire et ne contient pas de produits dangereux. Il ne s'applique qu'aux tissus d'intérieur (par exemple, couil à matelas, rembourrage, tapis) et fonctionne avec une auto-déclaration qui est évaluée. Comme le label couvre de nombreux aspects de la durabilité, il semble intéressant de l'utiliser. Toutefois, l'absence d'audit ou d'autres contrôles est un inconvénient et pèse sur la fiabilité.

Critères environnementaux	Exigences	Critères sociaux	Exigences
Eaux usées	OUI	Conditions de travail	NON
Pollution de l'air	OUI	Sécurité des consommateurs	OUI
Consommation d'énergie	OUI	Sans danger pour les animaux	NON
Qualité	OUI		
Recyclage	OUI		
Origine durable	OUI		
Produits chimiques	OUI		

5.1.5.6. Ecolabel UE



Critères environnementaux	Exigences	Critères sociaux	Exigences
Eaux usées	OUI	Conditions de travail	OUI
Pollution de l'air	OUI	Sécurité des consommateurs	OUI

Consommation d'énergie	OUI	Sans danger pour les animaux	NON
Qualité	OUI		
Recyclage	OUI		
Origine durable	OUI		
Produits chimiques	OUI		

Ce label prend en compte la durabilité d'un produit dans tous ses aspects, y compris sa circularité. Des critères ont été élaborés pour chaque type de produit, textile et chaussures. C'est l'un des rares labels qui comporte également un niveau de qualité intégré. Les critères sont fixés dans la législation européenne. La certification est effectuée par une institution indépendante accréditée. Ils évaluent l'autodéclaration et procèdent à un audit.

5.1.5.7. Label biologique UE



Critères environnementaux	Exigences	Critères sociaux	Exigences
Eaux usées	NON	Conditions de travail	OUI
Pollution de l'air	NONI	Sécurité des consommateurs	NON
Consommation d'énergie	NON	Sans danger pour les animaux	OUI
Qualité	NON		
Recyclage	NON		
Origine durable	OUI		
Produits chimiques	OUI/NON		

L'origine biologique est couverte par ce label. Seule la fibre peut être certifiée. Dès que les fibres sont transformées, aucun critère n'est imposé. Le label ne concerne que la production de coton ou de laine. L'utilisation de produits chimiques n'est pas contrôlée une fois que les fibres arrivent dans la filature. Il est donc préférable d'utiliser le label GOTS (Global Organic Textile Standard) si vous attachez de l'importance à la culture biologique de la composition mentionnée.

Après l'autodéclaration, le produit est inspecté par une autorité publique ou un institut indépendant lors d'un audit.

5.1.5.8. GOTS (GLOBAL ORGANIC TEXTILE STANDARD)



Critères environnementaux	Exigences	Critères sociaux	Exigences
Eaux usées	OUI	Conditions de travail	OUI*
Pollution de l'air	NON	Sécurité des consommateurs	OUI
Consommation d'énergie	OUI	Sans danger pour les animaux	OUI**
Qualité	OUI		
Recyclage	NON		
Origine durable	OUI		
Produits chimiques	OUI		

En plus de couvrir l'origine biologique de la production de fibres, des exigences sont également fixées pour d'autres aspects de la durabilité. Le label comporte deux niveaux, le premier garantissant 70% de coton biologique et le second, plus élevé, 95%.

La procédure de certification comprend une auto-déclaration, des tests sur le produit lorsque les produits chimiques approuvés ne sont pas utilisés et un audit.

* Les conditions de travail ne sont pas prises en compte dans la production des fibres puisqu'il n'y a pas d'audit. Toutefois, certaines législations en tiennent compte, de sorte qu'il en est parfois tenu compte.

** L'aspect respectueux des animaux pour les fibres de laine est couvert par le règlement biologique de l'UE. Si les fibres sont certifiées selon une autre norme, celle-ci peut ne pas être incluse.

5. 1.5.9. Better cotton initiative – BCI (Initiative pour un meilleur coton)



Critères environnementaux	Exigences	Critères sociaux	Exigences
Eaux usées	OUI	Conditions de travail	OUI
Pollution de l'air	NON	Sécurité des consommateurs	NON
Consommation d'énergie	NON	Sans danger pour les animaux	NON
Qualité	OUI		
Recyclage	NON		
Origine durable	OUI		
Produits chimiques	OUI		

Le label affirme que le coton est mieux produit et on travaille avec un système d'audit et d'amélioration. Une grande différence avec les autres déclarations biologiques est que ce label autorise les cultures génétiquement modifiées. Le problème de ce label est que les critères ne sont pas clairs et sont difficiles à trouver. Il semble que le producteur de coton soit soutenu, mais que cela soit plutôt non engageant, ce qui nous fait nous interroger sur la valeur du label. Seule la production de coton est prise en compte.

5.1.5.10 Fair Wear Foundation



Critères environnementaux	Exigences	Critères sociaux	Exigences
Eaux usées	NON	Conditions de travail	OUI
Pollution de l'air	NON	Sécurité des consommateurs	NON
Consommation d'énergie	NON	Sans danger pour les animaux	NON
Qualité	NON		
Recyclage	NON		
Origine durable	NON		
Produits chimiques	NON		

Le label Fairwear est basé sur la norme sociale de l'OIT. On travaille par le biais d'un audit et l'on demande des améliorations dans la politique du personnel. Les audits ne sont réalisés qu'au Bangladesh, en Bulgarie, en Chine, en Inde, en Indonésie, en Macédoine du Nord, au Myanmar, en Roumanie, en Tunisie, en Turquie et au Vietnam, ce qui signifie que les producteurs de tous les autres pays sont immédiatement exclus. Ainsi, le label ne répond pas aux critères d'accessibilité. En outre, les informations disponibles sont limitées et les critères

sont définis de manière vague. Toutefois, certaines références à des parties de l'OIT rendent la chose plus tangible si ces critères sont inclus. Il n'est pas conseillé d'exiger ce label dans les appels d'offres publics ou les cahiers des charges. Une bonne alternative est la BSCI, qui peut être certifiée dans le monde entier.

5.1.5.11 BSCI "Business Social Compliance Initiative" (initiative de conformité sociale en entreprise)



Critères environnementaux	Exigences	Critères sociaux	Exigences
Eaux usées	NON	Conditions de travail	OUI
Pollution de l'air	NON	Sécurité des consommateurs	NON
Consommation d'énergie	NON	Sans danger pour les animaux	NON
Qualité	NON		
Recyclage	NON		
Origine durable	OUI		
Produits chimiques	NON		

La Business Social Compliance Initiative (BSCI) est une norme élaborée par l'industrie sur la base des critères de l'OIT (Organisation internationale du travail). La procédure de certification comprend une auto-déclaration où le dossier est évalué et un audit par un institut indépendant accrédité. Contrairement à Fairwear, les critères sont clairs et disponibles en ligne.

<https://www.amfori.org//>

5.2 Matériaux recyclés

Exiger un contenu recyclé semble très logique dans un appel d'offres circulaire. Cependant, le contrôle de cette situation est difficile, il n'existe pas de législation ou de normalisation et il n'est pas toujours possible d'utiliser des matériaux recyclés. Par exemple, certaines normes interdiront la réutilisation de matériaux recyclés pour des raisons de sécurité des utilisateurs ou imposeront des exigences pratiquement irréalisables. Le recyclage des fibres peut difficilement être vérifié à l'aide de méthodes d'essai. Ce qui peut être fait, c'est de vérifier vous-même le contenu recyclé ou de demander des preuves. Cela prend du temps et la vérification des documents délivrés est difficile. Il existe des instituts tels que le BQA en Belgique qui ont mis en place un système de certification pour attester l'origine du contenu recyclé.

Il est difficile de déterminer la quantité de fibres qui doivent être recyclées dans un produit textile. Lorsque l'on travaille avec des fibres synthétiques, on peut opter pour des fibres recyclées à 100 %, si on le souhaite. Il s'agit de fibres de PSE fabriquées à partir de bouteilles de PET usagées ou de fibres de PA provenant de polyamide recyclé chimiquement. Le polyamide recyclé (dérivé de fibres textiles) et le polyester sont tous deux disponibles sur le marché en quantité suffisante pour le moment. Si l'on veut aller vers d'autres fibres, ce n'est plus possible. Un article 100% coton ne pourra jamais être composé à 100% de fibres recyclées. En outre, les matériaux textiles recyclés sont rares à l'heure actuelle.

Par conséquent, lors de l'élaboration de votre cahier des charges ou de votre appel d'offres, veillez à ce que vos matériaux soient recyclés à la fin de leur cycle de vie. Pour ces raisons, si vous souhaitez utiliser des matériaux recyclés pour les produits ou services à acheter, il est préférable de laisser le choix libre et d'élaborer un système d'évaluation et de notation. Cela peut se faire sur la base du contenu recyclé, de la méthode de recyclage (plus ou moins d'émissions de CO₂) et de l'origine. Veillez à ce que cela soit très clairement défini et évitez le greenwashing.

Faites attention à l'origine des fibres recyclées. Vérifiez s'il s'agit de matériaux de post-consommation ou de post-production. Demandez des précisions à ce sujet.

Dans le cadre de l'économie circulaire, on veut également conserver le plus grand nombre possible de matériaux dans son propre cycle. Si vous êtes en mesure de réutiliser vos propres matériaux en fin de vie, l'avantage est que vous savez ce qui est arrivé à ces matériaux et vous savez également quels produits chimiques ont été utilisés. Ceci est important dans le cadre de la conformité à REACH. Cela est également étroitement lié à la législation concernant la sécurité des produits et les EPI. Cela doit être respecté à tout moment, même s'il s'agit de matériaux recyclés.

Gardez à l'esprit que même pour les fibres qui ont été recyclées chimiquement ou par fusion, il a probablement fallu ajouter une proportion de matière vierge. Il peut s'agir d'une matière première vierge ou de produits chimiques destinés à restaurer la matière première. Par conséquent, posez des questions sur le processus de recyclage pour l'évaluer. Choisissez le système de recyclage ayant l'impact environnemental le plus faible et la plus grande proportion de matériaux provenant de déchets de post-consommation.

5.3. Traçabilité

1. Comment l'article textile a-t-il été produit ? À la fin du cycle de vie, le transformateur du matériau recyclé veut savoir de quoi est fait l'article textile afin de déterminer ce qui peut lui arriver. Plus précisément, on voudra savoir quels matériaux et quels produits chimiques ont été utilisés. Pour certaines applications, c'est très important et à l'avenir, il y aura davantage de normes qui seront nécessaires pour déterminer si le produit recyclé peut être utilisé. Il est donc important de disposer d'une liste complète de documents. Discutez-en avec la personne qui recyclera votre textile à la fin du cycle de vie.

2. Afin de vérifier si les allégations que l'on fait sont correctes, vous voudrez vérifier certaines choses à un moment donné. En outre, lorsque des problèmes de qualité se posent, vous

voudrez peut-être savoir s'il s'agit d'un lot ou si le produit est complet. Cela n'est possible que si vous pouvez retracer les matériaux par numéro de lot. Autrement, vous risquez de mettre des textiles au rebus parce qu'ils sont inutilisables alors qu'ils sont parfaitement utilisables. Cela n'est pas toujours possible avec les entreprises non certifiées ISO 9001. En outre, vous souhaitez également pouvoir retracer l'origine de vos matériaux recyclés afin de connaître la valeur ajoutée des matériaux recyclés (post-production ou biens de consommation).

5.4 Utilisation de produits chimiques

Réfléchissez aux produits chimiques utilisés. La modification de la législation peut vous empêcher d'utiliser ces matériaux à l'avenir et il se peut qu'ils doivent être détruits en raison de la présence de produits chimiques. Greenpeace a lancé la campagne Detox pour interdire les produits chimiques nocifs. Vous pouvez exiger que les ZDHS (Zero Discharge or Hazardous Chemicals) ne puissent plus être utilisées dans la production de vos textiles. Cela réduira les risques de problèmes de réutilisation des matériaux plus tard dans le processus de recyclage en raison de la présence de produits chimiques nocifs. Detox by Oekotex tient compte de ces produits chimiques. En outre, certaines options de recyclage peuvent ne plus être possibles en raison de la présence de certaines substances chimiques. Par exemple, Lenzing ne peut plus utiliser le coton dans son processus de production pour fabriquer du lyocell en raison, entre autres, de l'utilisation de colorants.

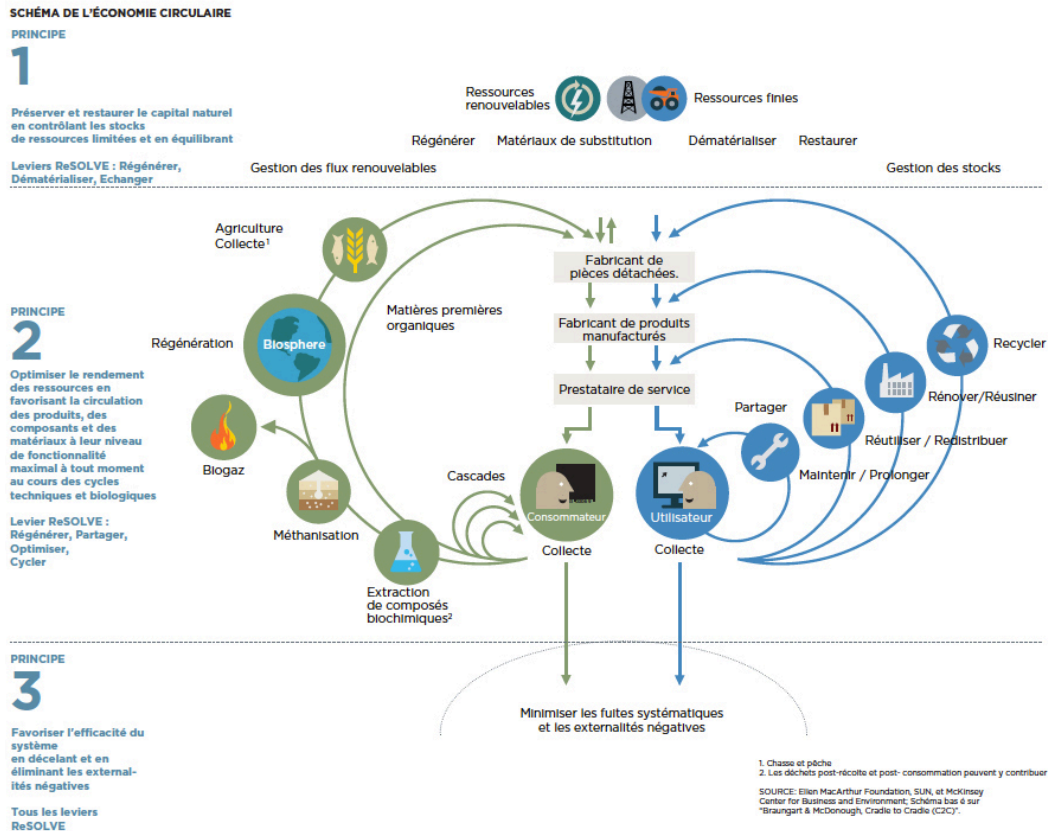
Fixer des exigences concernant l'utilisation de l'eau et les eaux usées pendant la production du textile et l'entretien pendant le cycle de vie du textile. Regardez également quels produits chimiques peuvent être libérés du textile pendant le lavage. Empêchez que cela ne se produise, ou veillez au moins, à ce qu'ils soient inoffensifs en utilisant les bons produits chimiques. Si les produits chimiques disparaissent, il faudra les ajouter à nouveau pour obtenir la même fonctionnalité. Dans le pire des cas, l'article textile est prématurément étiqueté comme étant en fin de vie parce qu'il ne répond plus à certaines normes. Par exemple, en cas de finition ignifuge ou de perte d'intensité de couleur d'articles à haute visibilité. Veillez à ce que les meilleurs produits chimiques disponibles soient utilisés à tout moment.

5.5 Réduire les déchets de production

Exigez que vos propres déchets de production soient réutilisés autant que possible dans votre propre production. Si cela n'est pas possible, tous les sous-produits doivent au moins être utilisés à d'autres fins utiles. Ceci non seulement pour les matières premières mais aussi pour les produits chimiques. Il faut travailler autant que possible en cycles fermés. Par exemple, la récupération des solvants dans la production de lyocell pour les lentilles ou le traitement à l'ammoniac de Veramtex pour rendre un textile résistant aux plis. En outre, la chaleur peut être récupérée et l'eau peut être purifiée et réutilisée. Il est également important de savoir d'où provient l'énergie nécessaire à la production. D'ailleurs, les applications utiles ne sont pas la récupération d'énergie par incinération et mise en décharge.

5.6. Au niveau du cycle biologique

On peut choisir pour un Bio-cercle (cfr Fondation Ellen MacArthur).



Assurez-vous ensuite que vous êtes bien passé par le cycle technique (partie droite de l'image) au maximum. En fin de compte, il est préférable de récupérer tous les matériaux réutilisables de l'article textile avant sa biodégradation et, mieux encore, son compostage. Assurez-vous également qu'il ne sera très probablement pas utilisé pour fertiliser les plants de coton. De plus, en appliquant des produits chimiques sur les textiles, l'article textile formera un compost nocif. Il n'est pas non plus toujours vrai que le textile se composte malgré sa biodégradabilité théorique. Par conséquent, méfiez-vous de ces affirmations et demandez des preuves solides. Souvent, il y a aussi des pièces qui sont laissées de côté en raison de petites quantités. Par exemple, les coutures en polyester qui ne périssent pas lors du compostage. Ne tombez pas dans ce piège car cela pose des problèmes. Exigez que vous optiez pour une solution compostable et que ces pièces puissent être facilement enlevées. Veillez à ce que cela se produise et se produise effectivement. En cas de besoin, faites le test. *Remarque !* - On cherche des méthodes pour recycler également les fibres dégradables. À long terme, le bio-cercle de la fondation Ellen MacArthur deviendra probablement lui aussi non circulaire.

Il existe également des plastiques et des produits chimiques d'origine biologique. Dans le cas des matières premières, elles peuvent être d'origine renouvelable, mais il se peut que l'on rachète simplement des plastiques non biodégradables. Compte tenu des microplastiques, ce n'est peut-être pas souhaitable. Dans les applications où cela ne joue pas de rôle, le plastique peut être recyclé comme les autres plastiques et on se retrouve dans le cercle des technologies malgré son origine biologique. Vérifiez dans quelle zone le matériau est d'origine

biologique et/ou compostable. Le bio n'est pas toujours meilleur. Par exemple, il existe des produits chimiques d'origine biologique qui sont toxiques/nuisibles et qui doivent être manipulés avec précaution. En outre, il existe des matériaux qui sont produits de manière biologique (organique), comme le coton biologique. Ce n'est peut-être pas la meilleure solution pour vous. Il faut encore beaucoup d'eau et de terres arables pour la culture du coton, souvent dans des régions où l'eau est rare et où il y a des pénuries alimentaires. Recherchez des alternatives telles que le chanvre et le lin produits biologiquement, le lyocell et le lyocell avec une proportion de contenu recyclé (refibra).

5.7 Applications fin de vie

Exigez de votre fournisseur une application fin de vie utile, mais assurez-vous que cela soit fait. Ne vous contentez pas de vérifier cela, mais récupérez aussi les articles textiles. Examinez les conditions préalables qui sont nécessaires pour cela, comme le transport, le stockage, qui va traiter... N'oubliez pas l'acteur interne dans cette histoire.

Utilisez le "Ellen MacArthur butterfly" (papillon) pour assurer d'abord la pérennité et pour le réutiliser, le réparer, le remettre à neuf et seulement ensuite le recycler autant que possible. Lorsque vous choisissez le compostage, récupérez le plus possible de votre matière textile encore utilisable en continuant à faire des fibres. Regardez également quelles sont les quantités concernées et sur quelle période de temps. C'est ce qui détermine les possibilités.

La conception pour le recyclage doit être appliquée de manière à ce que vous n'ayez pas de problèmes avec le recyclage. En outre, il est important d'assurer cette solution de fin de vie avec la chaîne. On ne peut pas le faire seul. Il peut être nécessaire de faire remettre le textile à neuf par la partie suivante avant de le recycler. Par conséquent, exigez de cette partie des garanties que cela se produira ou que le matériel vous sera retourné.

Comme indiqué dans la composition des fibres (voir page 8), il n'est pas obligatoire d'indiquer la composition complète de l'article textile, et encore moins les composants non textiles. À la page 44 (traçabilité), il est déjà fait référence à l'importance de connaître la nomenclature et au fait que celle-ci doit être demandée. La sécurité des produits peut signifier qu'un textile n'est pas encore durable mais ne peut plus être utilisé parce qu'il a perdu ses propriétés protectrices. Pensez à cela lors de l'application en fin de vie et de la conception pour le recyclage.

La remise à neuf peut permettre d'utiliser l'article pendant une période plus longue. Le fait de repeindre ou de remplacer les bandes réfléchissantes peut permettre d'utiliser plus longtemps les vêtements à haute visibilité.

Établissez un contrat de maintenance avec le fournisseur pour prolonger la durée de vie. Il n'y a peut-être pas de solutions immédiates, mais en posant des questions, on commence à innover et à trouver des solutions.

Pensez à l'option de l'appel d'offres innovants.

Très important, surveillez votre point de fin de vie et définissez également les paramètres lorsque vous considérez un article comme étant en fin de vie. Cela vous permettra de fixer de

meilleures exigences afin d'améliorer la qualité des futurs produits textiles à acheter et/ou d'orienter les trajectoires d'amélioration. Impliquez également cet utilisateur réel du textile dans ce processus. S'il n'est pas impliqué, de nombreuses initiatives seront une mesure pour rien. Bien entendu, pour contrôler cela, il faut également déterminer un point de fin de vie et déterminer les mesures à prendre avant que le textile puisse être éliminé. Des critères de fin de vie clairs empêcheront les déclarations de fin de vie précoces par l'utilisateur réel. Ceux-ci peuvent donc être adaptés en fonction des résultats du suivi.

Concluez des contrats de réparation afin de prolonger la durée de vie du textile. Certaines blanchisseries disposent d'un service de réparation qui peut effectuer des réparations sur les textiles. Faites appel à ce service et/ou stipulez dans votre cahier des charges que les textiles doivent être réparés avant que le choix ne soit fait de les mettre au rebut. Appliquez la conception pour prolonger la durée de vie autant que possible et assurez-vous que la conception est telle que certains articles peuvent être facilement remplacés.

5.8 Choix du matériel

Souvent, les fiches techniques d'un fournisseur ou les appels d'offres précédents sont incluses dans un cahier des charges ou un appel d'offres. **Cela empêche vos fournisseurs de proposer de nouvelles innovations et des produits circulaires.** Par conséquent, n'adoptez pas aveuglément ce qui est appliqué depuis des années. **Laissez une liberté suffisante dans le choix des matériaux de l'appel d'offres.** Ne dites pas que vous voulez 60% de polyester et 40% de coton, mais dites que vous voulez au moins 40% de fibres absorbant l'humidité comme le coton, le lin, le lyocell, la laine... Vous communiquez ainsi votre désir d'un certain niveau de confort sans être trop restrictif.

En donnant cette liberté, les fournisseurs pourront proposer des produits innovants. Veuillez noter que si l'on préfère les fibres naturelles comme le coton, la laine, la soie... ou les fibres régénérées comme la viscose, le lyocell, ... on risque de ne pas pouvoir fixer les mêmes normes de qualité.

Les fibres synthétiques rendent normalement les articles plus résistants et permettent plus de lavages, bien qu'à la fin du cycle de vie, les fibres synthétiques restent. Le confort pour lequel la fibre naturelle ou régénérée est ajoutée aura donc largement disparu. C'est un choix qui doit être fait.

Pensez à la durée de vie des matériaux et à l'influence de l'entretien et de l'utilisation sur les matériaux. **Demandez une conception pour une longue durée de vie.** Par exemple, on peut travailler avec des genouillères et des coudières remplaçables s'il y a beaucoup d'usure dans ces zones pendant le travail. De plus, les fibres n'absorbant pas l'eau (fibres polymères telles que le polyester, le polyamide, le polypropylène...) nécessitent moins d'eau et d'énergie lors de la maintenance. Ces fibres synthétiques sont également plus résistantes, ce qui signifie que si elles sont utilisées correctement, elles ont généralement une durée de vie plus longue que les fibres plus faibles. Cependant, il y a de fortes chances que ces fibres apportent des microplastiques dans l'environnement. Cela se produira probablement aussi plus rapidement avec les fibres courtes qu'avec les fibres de filaments. Pensez-y avant de fixer une exigence

dans un cahier des charges. Ce n'est pas seulement le lavage qui produit des microplastiques, mais aussi l'abrasion sur le sol, par exemple, pendant le travail, qui va créer des microplastiques. Cependant, il n'existe actuellement (2019) aucune méthode d'essai calibrée pour le tester.

Si vous devez répondre à une norme de sécurité incendie pour les EPI (équipements de protection individuelle), demandez-vous si vous avez besoin de fibres intrinsèquement ignifuges (par exemple l'aramide). Si, par exemple, des éclaboussures de soudure se retrouvent sur ces vêtements et que les fibres ne sont pas intrinsèquement ignifuges, il y a de fortes chances qu'un trou se forme pendant le lavage, car les fibres endommagées sont emportées par le lavage. La fonction protectrice de l'EPI disparaît alors avec pour conséquence que le vêtement doit être réparé ou, dans la plupart des cas, est déclaré en fin de vie. Ce n'est pas écologique et cela coûtera aussi beaucoup. Pensez donc à une couche extérieure intrinsèquement résistante au feu. On peut toujours demander une couche de confort (en ajoutant du tissu supplémentaire ou par construction) avec des fibres absorbant l'humidité à l'intérieur.

Soutenez l'innovation et testez des initiatives à petite échelle avant d'acheter à grande échelle. Cela évite d'acheter des textiles inadaptés et de gaspiller du matériel et de l'argent. Idéalement, le produit que vous achetez devrait inclure votre propre matériel mis au rebut. Voici deux objections pratiques à cette exigence. Lorsque vous vous débarrassez d'un textile, vous avez normalement besoin d'un nouveau textile immédiatement. Il faudra donc un certain temps avant que vous ne récupériez votre propre matière dans un nouveau produit textile. En outre, vous n'avez généralement pas assez de matériel pour refaire du textile et vous aurez besoin de beaucoup de matériel supplémentaire pour obtenir le même produit textile de qualité suffisante. Toutefois, cette méthode de pleine circularité présente de grands avantages. On peut mieux surveiller l'état du matériau, la contamination éventuelle et la manière d'améliorer la qualité du produit recyclé. Discutez donc de ce qui est possible avec les fournisseurs et consultants éventuels pour déterminer ce qui est possible avant de formuler une exigence à ce sujet.

5.9 Logistique

On peut exiger la reprise des objets en fin de vie. Cependant, l'organisation de ces flux de retour d'articles en fin de vie n'est souvent pas une tâche facile. Par conséquent, réfléchissez à la manière dont cela peut être organisé en interne, puis en externe, avant de fixer des exigences dans votre appel d'offres. Trop souvent, les gens sont de bonne volonté, mais les volumes ne sont pas atteints pour rendre cela rentable car il n'y a pas de collecte interne. Évitez également les transports inutiles et essayez de les organiser par le biais des canaux logistiques existants. Par exemple, vous repartirez souvent à vide après la livraison. Profitez-en.

La réduction des emballages en plastique est une bonne chose. Toutefois, ce matériau d'emballage permet d'éviter que les produits textiles ne soient endommagés pendant le transport et le stockage. Ils protègent contre l'humidité, la poussière, l'air et parfois la lumière.

Par conséquent, vous devriez plutôt **réfléchir à la possibilité de travailler avec des matériaux d'emballage réutilisables ou de recycler les matériaux d'emballage de manière durable**. Examinez d'abord les emballages que vous utilisez et réfléchissez à des alternatives. Ce n'est que lorsque vous êtes convaincu que les marchandises ne seront pas endommagées pendant le transport et le stockage que vous incluez cette condition préalable dans vos spécifications.

Le maintien de certains niveaux de stocks est une exigence courante. Cependant, cela peut garantir que dans un changement d'image ou de design, beaucoup de textiles seront considérés comme étant en fin de vie alors qu'ils ne sont pas utilisés. **Pensez donc à une prestation à 2 niveaux. Une livraison principale en vrac et des suppléments produits juste à temps. On évite ainsi les surstocks qui sont un gaspillage de matériel et d'argent**. Les matériaux à l'état non assemblé (tissus, fils, boutons, fermetures éclair...) peuvent plus facilement être utilisés ailleurs que dans des produits finis. Regroupez vos transports afin d'avoir le moins d'impact possible sur l'environnement et réfléchissez aux moyens de transport. Faites des demandes tout au long de la chaîne et pas seulement à la dernière étape. Pensez aux éventuels flux de retour. Discutez-en également avec les acheteurs de votre quartier. Peut-être ont-ils des itinéraires logistiques similaires qui peuvent être combinés.

Si vous avez régulièrement plusieurs points de livraison, recherchez les initiatives de dernière minute. Vous pouvez peut-être utiliser des coursiers à vélo pour le dernier kilomètre si vous avez plusieurs points dans une même ville. Vous pouvez peut-être fournir des stocks automatisés à différents endroits qui organisent également les flux de retour. Ceci est particulièrement important pour la logistique pendant la période d'utilisation. De cette façon, vous gardez également le contrôle sur la quantité de matériel.

Les vêtements non personnalisés entraînent généralement une diminution des stocks. Les vêtements produits localement et recyclés ont généralement un impact environnemental plus faible que ceux produits à distance. Fixez des exigences dans vos cahiers des charges sans enfreindre les règles européennes. Si nécessaire, travaillez avec un système de points qui couvre toute la chaîne, de la production de la fibre au recyclage de la fibre. Travailler avec des critères objectifs qui ne donnent aucun avantage à quiconque.

5.10 Durée de vie

Il est difficile de fixer une durée de vie spécifique pour les textiles. Il est difficile de déterminer la durée d'utilisation de ce textile car il existe de nombreux paramètres qui répondent à cette prolongation de la durée de vie. Des tests de qualité peuvent être effectués, mais les circonstances imprévues et parfois l'utilisation ne sont pas prises en compte, de sorte que peu de personnes voudront garantir une certaine période. Il faut donc exiger un niveau de qualité basé sur les tests actuels plutôt que, par exemple, un certain nombre de cycles de lavage (voir aussi page 25 - qualité).

Le contrôle des raisons pour lesquelles le textile est mis au rebut et endommagé peut aider à ajuster les paramètres pour que les textiles restent utilisés plus longtemps avant d'être mis au rebut et recyclés. C'est une méthode importante pour améliorer la qualité.

Si, par exemple, les genouillères d'une personne se détachent toujours d'un pantalon, il faut vérifier pourquoi et, si nécessaire, prendre des mesures pour que cela ne se reproduise pas. Des vêtements personnalisés vous permettront de suivre cette évolution, mais cela a un impact sur les chiffres et les niveaux de stock.

5.11 Réduire les quantités

Les vêtements non personnalisés réduisent automatiquement le niveau des stocks et évitent également les abus (achats privés par un système de points) et les mises au rebut prématurées. Assurez-vous d'avoir suffisamment de textiles à disposition, mais soyez critique quant à la quantité par personne. Surveillez également les articles en fin de vie pour éviter de vous débarrasser trop tôt des textiles. Une blanchisserie peut s'occuper de cette tâche pour vous. Si vous le jugez utile, demandez-le dans votre cahier des charges. Pour certaines personnes ayant des tailles particulières, on ne pourra probablement pas faire autre chose que de faire fabriquer des vêtements personnalisés sur mesure. Cela entraînera un coût plus élevé mais permettra à ces personnes d'utiliser leurs vêtements plus longtemps car ils seront moins abîmés, trop étirés s'ils sont trop petits et traînent sur le sol ou restent coincés, ce qui endommagera les vêtements trop grands. Si nécessaire, limitez votre tableau des tailles et autorisez des tailles plus spéciales pour réduire le nombre de vêtements en stock.

Assurez-vous que vous devez présenter un textile pour obtenir une pièce de textile neuve ou lavée. Cela permettra de collecter le flux de retour, de contrôler la raison de la déclaration de fin de vie et de prévenir la surconsommation. Si un droit acquis s'applique, vous devez en discuter avec les partenaires sociaux et les utilisateurs. La sensibilisation est importante pour réduire la surconsommation.

5.12 Réclamations

Pour le plus grand nombre possible d'exigences ou de réclamations faites par un fournisseur lui-même, demandez une preuve de conformité. Déterminez l'origine de la preuve. S'il s'agit d'un test effectué par un institut indépendant ou d'un test effectué par lui-même ou d'une simple déclaration de conformité, ils ont chacun leur propre poids en matière de fiabilité. Tenez-en compte dans votre évaluation. Voir aussi les normes à la page 12.

5.13 L'éco-blanchiment/ Greenwashing

L'éco-lavage ou la présentation des textiles que vous achetez de manière plus écologique n'est malheureusement que trop courant. De nombreuses réclamations sont faites, souvent en dents de scie ou de manière incontrôlable. Pour beaucoup, le greenwashing est le premier pas vers une économie circulaire. Par conséquent, aidez les entreprises à réfléchir à leurs affirmations et à poser des questions, et continuez à poser des questions jusqu'à ce que vous obteniez une réponse ou un sentiment satisfaisant. Cela obligera les entreprises à prendre des mesures et à rendre leurs produits plus circulaires. Les prestataires ayant de mauvaises intentions abandonneront.

Faites appel à un expert ou à un institut indépendant pour vous aider à établir les exigences et à vérifier les demandes. Ils se sentiront mieux et verront plus rapidement que les autres ce

qu'il en est de l'écoblanchiment. Demandez quels certificats ou labels peuvent être présentés sur les produits. Des labels (voir page 27) et des systèmes de certification fiables sont un outil facile pour vérifier les demandes par rapport aux exigences.

5.14 Production responsable

Des conditions de travail dignes sont une exigence minimale qui doit toujours être prise en compte. La norme de l'OIT (Organisation internationale du travail) est généralement connue et acceptée. Exigez que l'on s'y conforme et laissez-les également présenter les preuves nécessaires. En outre, la législation sociale diffère beaucoup d'un pays à l'autre. Par conséquent, certains pays auront une législation beaucoup plus stricte que les conditions de l'OIT. La Belgique, par exemple, dispose d'une législation sociale forte qui protège les salariés, ce qui fait que les conditions de travail de ces salariés sont bien meilleures que celles d'un salarié qui travaille dans les conditions minimales de l'OIT. Pensez-y aussi. Ces entreprises obtiennent de meilleurs résultats en ce qui concerne les critères sociaux de l'ONU. Notez que les pays ayant un niveau de vie élevé ne sont pas toujours socialement prospères. Par exemple, certains pays ont récemment modifié leur législation du travail afin de permettre des salaires très bas ou une protection minimale. Examinez ce qu'une entreprise fait dans ce domaine jusqu'au niveau 3 (par exemple, les sous-traitants et les fournisseurs d'une entreprise avec laquelle vous souhaitez travailler). Pensez aussi à l'économie sociale qui peut être impliquée. C'est un secteur qui peut certainement être utile dans le traitement des articles en fin de vie en vue de leur recyclage.

5.15 Intégrer le processus d'amélioration

Si le produit circulaire que vous avez en tête n'est pas possible ou ne peut être trouvé sur le marché, vous pouvez choisir **de mettre en place un projet d'amélioration**. Il est important de fixer des jalons clairs et de tenir compte également de la durée du contrat. Si vous avez un contrat de 4 ans pour les vêtements, peu d'efforts seront faits car la plus grande quantité est produite au début du contrat. L'impact d'une trajectoire d'amélioration sera également nul. Et on peut perdre peut-être un prochain appel parce qu'on choisit un autre fournisseur. Dans ce cas, il peut être préférable d'établir un contact sur une plus longue période. Pour les articles textiles ayant une courte durée de vie, il sera possible d'exiger une trajectoire d'amélioration pour un contrat de 4 ans.

Travaillez en différentes étapes. Divisez une période en différentes périodes au cours desquelles certaines choses sont contrôlées et un retour d'information est donné, après quoi des améliorations ou des innovations sont apportées au produit. Tout dépend de ce que vous voulez améliorer et des quantités que vous devez produire. Lorsque vous achetez 10 pantalons par an, il sera difficile d'exiger beaucoup d'améliorations si cela ne profite à personne d'autre. Avec un contrat de 8 ans de t-shirts dans un nombre plausible, on pourrait diviser le terme en 1 an de suivi des déclarations de fin de vie anticipée, après quoi on donne au producteur 1 à 2 ans pour vous proposer une alternative. Exigez qu'il vous implique pour les innovations et que celles-ci soient testées dans la pratique. Ainsi, après une nouvelle année X + 4, vous évaluez l'innovation sur laquelle vous décidez de prolonger le contrat de 2 ans ou non. De cette façon, l'amélioration continue des produits peut être réalisée au profit de vous et de

vos fournisseurs. Pensez à des trajectoires de subventions qui peuvent être utilisées si nécessaire. Par exemple, il existe un processus d'appel d'offres innovant qui est spécifiquement conçu pour stimuler l'innovation.

Formulez clairement vos attentes et concluez des accords très clairs à ce sujet. Méfiez-vous des promesses creuses en insérant éventuellement des clauses de pénalité et préférez acheter un textile circulaire plutôt que d'acheter, sur promesses, un textile existant avec le risque d'acheter un morceau de textile ordinaire à un prix plus élevé pendant les 4 prochaines années et d'être délaissé. Vous avez une grande responsabilité dans le suivi de ce dossier et dans la tenue à jour de votre fournisseur.

5.16 Prix et révision

Tout ce qui précède est inutile si votre prix est le facteur décisif dans la décision d'achat ou d'attribution. Vous devez continuer à inclure le prix dans votre processus d'achat mais le subordonner à des facteurs circulaires, sinon vous n'achèterez jamais de manière circulaire. Élaborer un système de points où la circularité d'un produit est incluse dans les grands formats et où le prix ne dépasse pas 40 % du poids. Par exemple, on pourrait répartir les poids sur 40 % de prix, 30 % de circularité, 10 % d'autres principes de durabilité et 10 % d'apparence et de facilité d'utilisation. Cela peut se faire en citant différents paramètres en fonction des points d'action que vous fixez dans chaque catégorie. Par exemple, les tests objectifs, le contenu recyclé et la méthode de recyclage, la mise à disposition en fin de vie, les efforts pour prolonger la durée de vie, la livraison et le retour durables, l'entretien durable, les paramètres écologiques ... peuvent être comptés dans ces 51%. N'incluez pas les paramètres non circulaires tels que le confort du port ou l'aspect et le toucher, dont on ne peut nier l'importance.

Si le prix est trop élevé, les start-ups et les entreprises dont les paramètres indicatifs sont à juste titre circulaires et durables seront découragées de participer aux appels d'offres publics ou même disparaîtront complètement du marché. Veillez à ce que ces initiatives aient une chance. C'est la seule façon pour que les textiles circulaires atteignent à terme le même niveau de prix que les textiles linéaires

6. Bibliographie

- ISO. (2010). ISO 26000. Opgehaald van <https://www.iso.org/iso-26000-social-responsibility.html>
- MVO Vlaanderen. (2011). ISO 26000. Opgehaald van MVO Vlaanderen: <https://www.mvovlaanderen.be/iso-26000-0>
- MVO Vlaanderen. (2014). SA 8000. Opgehaald van MVO Vlaanderen: <https://www.mvovlaanderen.be/fiche/sa-8000>
- MVO Vlaanderen. (2018). duurzaam aankopen. Opgehaald van MVO Vlaanderen: <https://www.mvovlaanderen.be/thema/duurzaam-aankopen>
- NBN. (2015). ISO 14001. Opgehaald van NBN: <https://shop.nbn.be/Search/SearchResults.aspx?a=1400#details>
- NBN. (2017). ISO 20400. Opgehaald van NBN: <https://shop.nbn.be/Search/SearchResults.aspx?a=20400#details>